

Juillet - Jacob (complet)

T2137-582-8,00 F

ISSN 0026-9433



# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 582 JEUDI 4 JUILLET 1985 8,00 F

## LES SOCIALISTES ROUVRENT LES CAMPS



10 ANS APRÈS

### FORMATION PROF.

Pragmatisme  
et démagogie  
politique pour  
fil directeur.

PAGE 5

### INSOUMISSION

Christian Frigout  
incarcéré à  
Rennes brise  
l'isolement.

PAGE 6

### I.W.W.

Histoire d'un  
syndicat de  
classe aux  
Etats-Unis.

PAGE 10

F°P. 2520



# communiqués éditions

• **SECRETARIAT HISTOIRE**  
Recherche toute photo récente et ancienne pouvant intéresser le mouvement anarchiste. Elles sont à adresser à la librairie du Monde libertaire.

• **NICE**  
Le groupe de Nice vous informe qu'un dépôt-vente du « Monde libertaire » est assuré à la librairie du Temps de vivre, 50 boulevard de la Madeleine, Nice-Magnan. Vous pouvez y trouver durant l'été le numéro spécial vacances. Pour correspondre avec le gr. de Nice : même adresse.

• **LILLE**  
« La voix sans maître », sur Radio-Campus (99.6 MHz), suspend ses émissions pendant les mois d'été. Rendez-vous début septembre pour de nouvelles chroniques libertaires.

• **LILLE**  
La librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), librairie associative animée par la Libre Pensée et la Fédération anarchiste, fermera ses portes pendant les mois d'été (sauf ouvertures occasionnelles). Réouverture régulière début septembre les samedis après-midi et dimanches matin (tél. : 57.37.06).

• **LILLE**  
Le groupe de Lille sera présent à la braderie de Lille, boulevard Jean-Bathiste-Lebas, le dimanche 1<sup>er</sup> septembre de midi à 3 heures du matin.

• **AGEN**  
Le 11 juillet, l'insoumission en procès à Agen ! Refusant tout service militaire comme d'ailleurs tout service civil parce qu'ils ne sont que les deux faces d'une même oppression étatique, Thierry Dubuisson, relaxé par le tribunal de grande instance de Cahors, le 20 mai 1983, pour désertion de l'O.N.F. doit comparaître devant la cour d'appel d'Agen.  
Le groupe d'Agen invite ceux et celles qui sont épris de liberté à le soutenir en venant au tribunal d'Agen le 11 juillet à 14 h.

## sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Les socialistes rouvrent les camps de rétention — PAGE 4 : Plan d'orientation de la Société générale, Chantiers navals en berne, En Bref — PAGE 5 : La formation professionnelle — PAGE 6 : Interview de Christian Frigoult, Soutien aux insoumis, Inspection et Education nationale — PAGE 7 : Interview de Maurice Pagat (secrétaire du Syndicat des chômeurs), Crise et chômage — PAGE 8 : Ethiopie et solidarité, Les réfugiés italiens au Burundi — PAGE 9 : 6 juillet : journée indienne de luttes, Protestation contre l'apartheid aux Etats-Unis — PAGE 10 : I.W.W. et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis — PAGE 11 : Notes de lecture, Cinéma, Programmes R.-L., Spectacles — PAGE 12 : Reconstruire une opposition dans la C.F.D.T., C.N.P.F.-Syndicat à propos des congés de reconversion.

**Abonnez vous !**

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

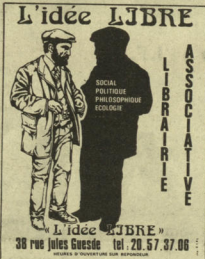
N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien   
 Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre (à joindre au bulletin)  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

• **LILLE**



Le groupe de Lille vient d'éditer une affiche de soutien à la librairie de l'Idée libre. On peut la commander au prix de 3 F frais de port non compris à l'adresse suivante : F.A., B.P. 4, 59651 Ville-neuve-d'Ascq cedex.

• **BROCHURE**

Les groupes Pierre-Besnard et Louise-Michel viennent d'éditer une brochure : « Des luttes de libération nationale... à l'anarchisme ». Au sommaire : « Par-delà le bien et le mal », J.-M. Raynaud ; « Libération nationale et émancipation sociale », J. Toublet ; « Vers la Kanakie », Jean-Michel ; « Les enjeux », R. Boideveix ; « En Nouvelle-Calédonie se joue un des derniers drames de la décolonisation », M. Joyeux.  
Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 20 F.

• **CASSETTES**

On peut toujours se procurer les cassettes des émissions de Radio-Libertaire avec le biologiste Henri Laborit. « L'Homme et la Ville » (1) ; « La Nouvelle Grille » (2) ; « Eloge de la fuite » (3) ; « Copernic n'y a pas changé grand-chose » (4) ; « La Colombe assassinée » (5). 90 minutes chacune. 60 F l'unité, 250 F la série. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de D.M.C. Frais d'envoi : prévoir 10% de la commande.

• **AFFICHE**

La Fédération anarchiste vient d'éditer une affiche de propagande. Cette affiche est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix unitaire de 0,70 F pour 10 exemplaires et plus, et 5 F l'exemplaire (format : 44 x 56).



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :  
le samedi de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél. : 805.34.08

## liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1<sup>er</sup> : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1<sup>er</sup> lundi du mois.  
Groupe « Varlin », Paris 15<sup>e</sup> : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h, au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30, au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 19<sup>e</sup> : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.  
Groupe « Voline », Paris 20<sup>e</sup> : permanence le jeudi à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE

SEINE-ET-MARNE

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

HAUTS-DE-SEINE

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi : de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. 668.48.58.

VAL-D'OISE

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

VAL-DE-MARNE

Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philippe, 2, rue Louise-Aglæ-Cretté, Vitry.

## liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Calvados : Caen — Charentes maritimes : Marennnes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Rhône : Lyon — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Rouen, Dieppe — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Lamballe, Saint-Brieuc — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Routot — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Lot-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Mayenne : Laval — Meurthe-et-Moselle : Nancy — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Nogent — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Chatellerault — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : treize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.  
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse/Rambouillet, Corbeil — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.

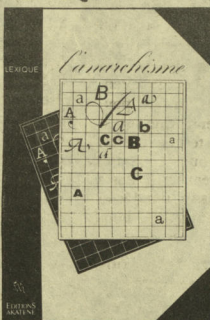
• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

• **LEXIQUE**



Le groupe Paris-III<sup>e</sup> vient d'éditer une brochure sur l'anarchisme sous forme de lexique. Vous pouvez vous la procurer au prix de 25 F à la librairie du Monde libertaire.

• **LE « MAGAZINE LIBERTAIRE »**

Le « Magazine libertaire » n° 6 est paru, sur le thème de « L'Amour et l'argent ». Vous pouvez vous le procurer au 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 20 F.  
Au programme :  
- Pornographie ;  
- Prostitution ;  
- Club de rencontre ;  
- Interview de J. Rollin ;  
- etc.



**ABONNEZ-VOUS !**

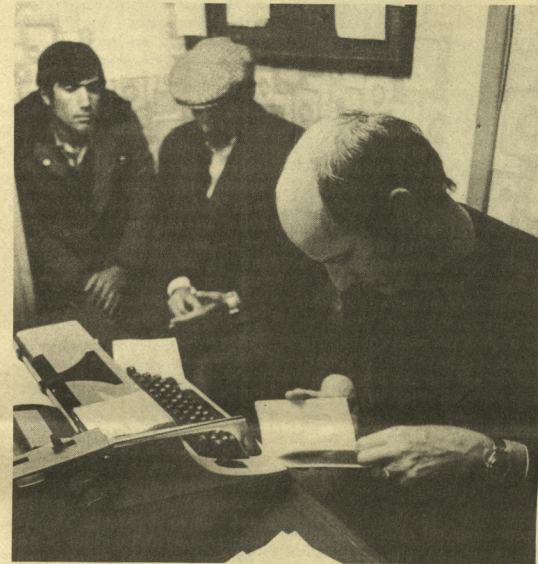
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : L.M.F., 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse



## LES SOCIALISTES ROUVRENT LES CAMPS

« **U**NE prison où les policiers sont à la fois juges et gardiens, en droit français, cela s'appelle : arrestation illégale, atteinte à la liberté, séquestration arbitraire... » écrivait en 1975 Alex Panzani, journaliste à *L'Humanité* et à *La Marseillaise* (1). A cette époque, une mobilisation de l'opinion avait permis de faire éclater au grand jour la vérité sur le sinistre camp d'Arenc, au cœur de Marseille. Une cam-

pagne de presse, du *Monde* à *Libération*, avait éclairé ce que les Marseillais ne voulaient pas voir : des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants arrêtés, parqués dans un hangar du quai d'Arenc, sans possibilité de communiquer avec l'extérieur, sans hygiène, sans repas, soumis à l'arbitraire illimité des flics-chiens de garde, sans aucune explication sur leur avenir, etc. A cette époque, M. Lecanuet appelait ce camp de concentration « centre d'hébergement » pour les immigrés en situation irrégulière.



« Le centre d'hébergement de Marseille est très spécial. Sa principale particularité, c'est que les "hébergés" qui y rentrent n'ont plus le droit d'en ressortir (...). Des policiers en armes sont là pour les en empêcher. (...) le centre est divisé en cinq compartiments : le plus grand est réservé aux Africains, et il ne comporte pas de lavabo ! pourtant les Africains sont ceux qui restent le plus longtemps dans ces locaux en attendant un bateau... parfois plusieurs semaines ! (...) un compartiment est réservé aux femmes et aux enfants, et il n'est pas rare d'y voir des nourrissons... » (2).

Pendant plus de dix ans, le gouvernement français a entretenu une prison clandestine en plein cœur de Marseille sans que personne ne réagisse... dans

un pays où l'on accuse régulièrement les habitants de Munich de n'avoir pas su ce qui se passait dans leur faubourg : Dachau !

Aujourd'hui, le camp d'Arenc ne devrait être qu'un sale souvenir, une tache de plus sur le drapeau tricolore (garant des libertés !). Aujourd'hui, les Giscard, Poniowski, Lecanuet, etc., piétinent dans l'opposition et la gauche est aux rênes du pouvoir.

l'autorité des ministères de la Justice, de l'Intérieur et de la Défense. Ces centres de détention n'ont absolument aucune existence juridique autre que l'article 19 de l'ordonnance de 1945, qui visait à l'époque les étrangers en situation irrégulière coupables de délits de droit commun. Aujourd'hui, les travailleurs immigrés et leurs familles, qui sont arrêtés et détenus dans ces centres, n'ont commis aucun délit, n'ont pas de casier judiciaire, certains sont en France depuis des années... Leurs arrestations, leurs séquestrations et finalement, au bout de plusieurs jours, voire plusieurs semaines, leurs expulsions sont décidées en vertu du décret de décembre 1984 et de la circulaire du 4 janvier 1985.

Rappelons que l'année dernière, à l'occasion de Convergence 84, la Fédération anarchiste a organisé dans toute la France des meetings-débats et une vaste campagne sur le thème : « Le gouvernement légalise le racisme ! Non aux lois sclérotées contre les travailleurs immigrés » (3). Il s'est trouvé à l'époque des gens pour estimer que nous exagérons et que nous poussions le bouchon un peu trop loin... Qu'en pensent-ils aujourd'hui ?

A l'heure où le Parti socialiste fait ostensiblement du pied à Harlem Désir et à tous les porteurs de badge « Touche pas à mon pote », à l'heure où le gouvernement n'a que la « bonne insertion » des immigrés à la bouche et ne rêve que de « vivre ensemble », à l'heure où François Mitterrand, célèbre démagogue, pose la question du droit de vote pour les immigrés, comment ne pas avoir envie de hurler lorsqu'on se rend compte de la sinistre réalité ?

Le racisme, c'est bien connu, c'est les autres ! Les Le Pen, Chirac, Giscard et co. Le pouvoir, lui, ne prend que quelques mesures, certes navrantes, mais que voulez-vous ? la crise, le chômage, les réalités... Assez de mensonges ! Assez de déclarations dégoulinantes de bons sentiments !

Déjà à Dugny, l'ouverture d'un de ces camps s'est heurtée à une forte mobilisation et a finalement du être abandonnée. Il doit en être partout ainsi ! Aujourd'hui, des centaines de milliers de personnes, très jeunes pour la plupart, disent non aux menées racistes du Front national... soigneusement encadrées par les amis du pouvoir. La réaction saine de rejet du racisme doit s'étendre à un refus des mesures de ségrégation raciale adoptées par le gouvernement : les centres de déportation, les rafles dans les quartiers populaires (dernièrement, un millier de personnes interpellées par les C.R.S. en quelques heures à la Goutte-d'Or, pour n'aboutir qu'à une dizaine d'inculpations !), les contrôles au fa-

## Editorial

« **L**E pouvoir actuel détourne la police de son rôle républicain d'auxiliaire de la justice. L'utilisant essentiellement comme instrument de répression, il suscite le désordre et des abus de toute nature. (...) La force publique instituée pour la garantie des libertés individuelles et collectives devra rester en permanence au service du peuple souverain. (...) L'indépendance de la justice à l'égard du pouvoir doit être rétablie et garantie... » Ces belles déclarations datent de 1972 et sont extraites du *Programme commun de gouvernement* du Parti socialiste et du Parti communiste français.

Treize ans après que reste-t-il de ces professions de foi démocratiques ? Les millions d'électeurs épris de liberté, qui croyaient qu'un gouvernement de gauche mettrait un point final aux abus de la police, cette armée de l'intérieur, doivent être une fois de plus bien malheureux...

En effet, le Conseil des ministres vient de décider une vaste opération « lifting » de la police : l'informatique va être de plus en plus utilisée pour traquer les mauvais citoyens, le matériel va être renouvelé, des centaines de logements vont être réservés aux policiers pour assurer une « stabilité des effectifs » dans les quartiers, etc. Bref, le modèle allemand fait des adeptes et la répression va se moderniser ! Pour la première fois, une loi-programme entend de réorganiser globalement la police, et ce, sous un gouvernement socialiste. Surprise ?

Pour nous, anarchistes, la police n'a qu'un rôle : celui qui consiste à protéger les forts contre les faibles, les nantis contre les démunis. Nous ne nous sommes jamais bercés d'illusions sur une quelconque « police au service du peuple ». La police matraque les grévistes, évacue les usines occupées, se livre aux rafles de travailleurs immigrés, déloge les squatters, contrôle « au faciès » dans le métro, « bave » parfois en toute impunité... elle a été créée pour cela !

Moderniser la police veut dire avant tout renforcer, encore et toujours, le contrôle social, cette chappe de plomb qui pèse sur chacun de nous. Avec, au bout du compte, toujours le même scénario : des pauvres arrêtés, condamnés, emprisonnés... et des riches protégés, sécurisés, intouchables. Jusqu'à quand ?

Quelle que soit la couleur du pouvoir en place, un flic est un flic. Quel que soit le gouvernement qui paye ce flic, il trouvera toujours les anarchistes en travers de son chemin !

ciés, l'indulgence dont bénéficient les policiers assassins de jeunes immigrés, etc. Tout cela doit être non seulement dénoncé (l'ignorance fait les résignés, l'information doit faire les révoltés !), mais surtout combattu avec force !

La marche des Beurs de 1983, les rouleurs de Convergence 84 se situaient volontairement sur un terrain plus large que S.O.S.-Racisme, cantonné pour le moment dans l'humanisme. Les revendications précises sur l'égalité des droits, de tous les droits ne doivent pas être réduites au minimum sous le fallacieux prétexte que l'urgence c'est Le Pen ! La construction de 13 centres de rétention est la preuve la plus criante !

Si nous, anarchistes, ne nous faisons aucune illusion sur le facteur d'émancipation que peut représenter l'accès au droit de vote pour une partie de la population laborieuse de ce pays, nous nous employons pourtant à faire en sorte que l'égalité des droits ne reste pas un beau slogan, mais bien une réalité. Et à cela, il faut s'y atteler dès aujourd'hui... les faits prouvent qu'il n'y a plus une minute à perdre.

Gil  
Gr. Libertad

(1) Alex Panzani, « Une prison clandestine de la police française ». *Cahiers libres*, éd. Maspéro.

(2) *Op. cit.*

(3) Voir les numéros du « Monde libertaire » de novembre 1984 : 5 dossiers sur le racisme.



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.



# SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PLUS CAPITALISTE, TU MEURS !

EN août 1984, le gouvernement a demandé aux entreprises nationalisées qu'elles établissent un plan d'entreprise dont l'objet est double : définir les propositions d'actions de l'entreprise propres à contribuer aux orientations du IX<sup>e</sup> Plan, et dresser le tableau interne de l'entreprise sur les plans financier et social, le tout pour la période 1985-1987.

**G**LOBALEMENT, les banques proposent toutes, à quelques différences près, les mêmes services et les mêmes produits. Toutes, réunies au sein de ce que l'on appelle le système bancaire, elles ont à la fois des actions commerciales de consortium et de rivalité. Ce système de la concurrence bien régulée assure à la profession son autoprotection et donc celle de chacun de ses membres. Il faut bien se rappeler en effet que la première grande crise capitaliste est intervenue en 1929 avec le symptôme primordial de la mise hors paiement des banques américaines. La leçon a été retenue !

## La Société générale rend sa copie

Un système ultra-centralisé comme nous en connaissons

aujourd'hui permet la stabilité par la solidarité des membres de la profession. La Société générale y participe, bien entendu, et ni plus ni moins que n'importe quelle autre banque. Elle joue à ce jeu de la concurrence fictive, ne serait-ce que parce qu'il est important pour ses dirigeants de marquer des points dans leur course au prestige personnel, d'avoir les meilleures notes possibles.

A titre d'exemple, citons pour le passé la mise sur le marché des produits nationaux identiques chez toutes les banques (Codevi, livrets d'épargne populaire...) et dont la concurrence inter-bancaire ne s'est guère fait ressentir qu'à l'intérieur des banques elles-mêmes où l'on recherche à faire le meilleur chiffre de placement de la profession.

Il y a fort à parier que ce type d'actions va se multiplier

à l'avenir. Pour ce qui est du plan d'entreprise de la Société générale, la politique de racolage systématique des jeunes (le fonds de commerce de demain) entre dans ce cadre et va s'intensifier, les recettes d'assurance-retraite prolifèrent (on vous le rabâche, il faut crain-

dre pour votre avenir !), la politique de mécanisation (cartes bancaires) du service s'étend au maximum de produits et d'endroits...

Pour ce qui est de sa clientèle d'entreprises, la direction « maison » du pouvoir socialiste a mis en place en 1983

vices parabancaires, qui semble devoir être l'objectif majeur, quoiqu'en l'occurrence il semble que de nouvelles opportunités de crédit soient encore possibles à trouver. Notamment, comme bon valet du pouvoir, la recherche de financement en Ecu sera à la mode dans les années à venir à la Société générale, comme dans tout le secteur bancaire français, mailon essentiel de la chaîne capitaliste européenne.

En un mot comme en cent, le plan d'entreprise de la Société générale prévoit un effort de travail du personnel sur tous les secteurs d'activité de l'entreprise. Cet effort supplémentaire se fera en même temps que 6 à 7% de suppression des effectifs, ce qui représente 2 000 à 2 500 suppressions d'emplois à la Société générale d'ici 1987.

Des licenciements individuels seront opérés en cas d'insuffisance professionnelle. Là, on avoue clairement qu'on a décidé de virer des gens. La chasse aux troublions et aux mauvais esclaves va commencer et, pour notre part, il est sûr que les victimes sont déjà inscrites dans le registre de leurs maître-bourreaux.

En matière de salaires, c'est aussi clair : « simplifier, rationaliser et décentraliser les systèmes (entendez : les chefs locaux auront en la matière plus de pouvoirs) et rémunérer la fonction et l'efficacité dans le poste (c'est-à-dire à la tête du client). » La porte est sciemment ouverte à l'accroissement des inégalités dans le cadre supplémentaire d'un tassement des rémunérations qui ne sera que la continuation de 1982 et des années qui ont suivi.

## Lutte des classes ?

La belle époque est maintenant terminée. Forts de l'appui du patronat et du gouvernement, les dirigeants des banques nationalisées peuvent aujourd'hui se laisser aller à leurs rêves inassouvis. Le personnel des banques perd de plus en plus rapidement les avantages qu'il avait su acquérir. Il faut se réjouir que d'autres travailleurs arrivent à égalité quand c'est le cas (la cinquième semaine de congés payés). Mais il faut se révolter quand cela se passe uniquement dans le sens de la régression, ce qui semble devoir être le cas le plus fréquent.

A nous qui savons déjà dénoncer ce patronat cynique, ce gouvernement de traîtres, de montrer la voie de la révolution sociale à nos collègues et à tout le monde laborieux. Quand dans sa grande majorité, le personnel des banques aura repris conscience de sa classe il deviendra ce contrepouvoir qui fera de la banque un autre outil au service des hommes, et ce faisant, cassant ce mailon principal du monde capitaliste, il construira la société d'égalité.

Philippe  
Coordination libertaire  
banques-assurances



une direction des grandes entreprises, ce qui est en soi très significatif de la tendance actuelle et future de la Société générale en la matière.

Les multinationales vont faire l'objet d'une cour assidue, avec la proposition de services informatiques par la banque, et autres gadgets annexes à son activité, propres à entretenir un bon climat de relations. Il est en effet peu probable de trouver pour ces clients-confrères de la haute finance des formules nouvelles de crédit. Mais s'il le faut, pour ceux-là, et ceux-là seuls, on continuera bien sûr à consentir quelques efforts en taux d'intérêts ou en abandons de garanties.

Ces efforts, c'est clair, on ne les fera pas pour les P.M.E. en difficulté, à propos desquelles le mot sélection est affiché en tête de chapitre.

Quand Gattaz pleure sur les disparitions d'entreprises, il ne parle pas des banquiers qui s'embarquent dans des gouffres financiers à scandale (cf la dernière affaire Nova-Park et de la B.P.G.F. de Jean-Luc Gendry), mais qui s'ouvrent si difficilement aux entreprises pour lesquelles la survie est plus difficile, et qui contribuent même avec moins de scrupules à les liquider. Leurs employés avec.

Les P.M.E. privilégiées seront celles des secteurs innovateurs, dans lesquelles la Société générale cherchera en priorité à entrer au capital, via des sociétés ad-hoc qui existent déjà à cet effet. L'aide à la gestion de trésorerie est aussi un moyen pour la banque d'entrer dans la vie de l'entreprise. La simplification des formules de crédit y contribuera encore plus.

## Le réseau et la politique sociale

Au niveau international, c'est la même politique d'assistance aux grandes entreprises, principalement au moyen de ser-

## DUNKERQUE CHANTIERS NAVALS EN BERNE

ON le sait ! L'individu payeur de cotisations syndicales comme le lecteur du *Monde libertaire* savent que les secteurs traditionnels ou mouvement ouvrier sont en pleine restructuration, donc licencient en masse. Les syndicats français, malgré leurs protestations, ont oublié qu'ils représentaient les intérêts des travailleurs et ont tout sacrifié à l'Etat socialiste.

Maintenant les états-majors politiques se réveillent et tels

## en bref...en bref...

• La Libre Pensée organise son congrès du 21 au 25 août à Colomier (près de Toulouse). Pour tout contact : Libre Pensée, 11, rue Comere, 31500 Toulouse.

• Le congrès de l'Union mondiale des libres penseurs aura lieu à Niort le samedi 12 et dimanche 13 octobre. Les thèmes abordés seront : Universalité, actualité, jeunesse et libre pensée. Pour participer à ce congrès, contacter : Jeanne Gautier, 73, rue Sarrazine, 79000 Niort.

• Le collectif Réseau alternatif organise cet été les rencontres internationales des groupements communautaires (très larges !) à Ceyssac, près du Puy-de-Dôme (dans la Haute-Loire). Pour obtenir les infos nécessaires pour participer à cette rencontre qui aura lieu du 1<sup>er</sup> au 8 septembre, écrire à la Communauté du Mas, La Carboneras, 06480 Le Perthuis.

• Un comité de soutien s'est créé autour de Georges Faisans, indépendantistes emprisonné pour avoir empêché physiquement un instituteur blanc de frapper un enfant guadeloupéen sous des prétextes racistes. Pour plus de renseignements : Comité pour la libération de G. Faisans, c/o Faisans, 71, avenue des Myosotis, 93370 Montfermeil. Tél. : 388.39.00.

le P.C. proclament : « seuls les communistes ouvrent des perspectives neuves ». Diable ! On était habitué à entendre que la « seule C.G.T. » était à l'origine du front antipatronal. Maintenant, l'organisation syndicale est presque reléguée au rang de vieilleries du XIX<sup>e</sup> siècle ! Place à l'actualité et à la classe ouvrière en marche, le Parti communiste français... Malheureusement, le mouvement ouvrier n'est plus ce qu'il était, le P.C. non plus !

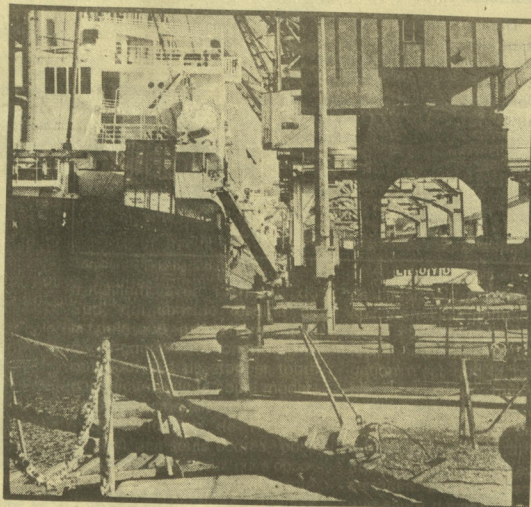
Ce qui fait que, les choses étant considérées pragmatiquement sur le plan syndical, certains combats sont engagés aujourd'hui avec un lourd handicap.

Les métiers qui tournaient autour des ports ont toujours été porteurs d'une tradition ou-

vière de lutte (1). Mais la modernisation est venue, là comme ailleurs. A Saint-Nazaire, on parle les « improductifs » dans des sections spéciales, aux chantiers navals de Dunkerque on sombre lentement... sans publicité. Les crédits sont coupés, suivent les licenciements, les préretraites, chomages techniques (tous les vendredis !) sans demande officielle de fermeture. Voilà qui ne fait pas la une des journaux qu'ils soient de droite ou de gauche... Il y a des endroits où ça fait bien de résister à la modernité, d'autres où on laisse tomber ! Les chantiers navals ou la résistance à venir !

F. Bertrand

(1) Cf. « Les ouvriers de Saint-Nazaire » par Nicolas Faucier : un siècle de luttes, de révoltes...





## FORMATION PROFESSIONNELLE LES ILLUSIONS A « L'EAU DE ROSE »

**D**ES T.U.C. aux S.I.V.P. (1), les dispositifs de formation professionnelle ne cessent de se multiplier, les nouveaux s'ajoutant aux anciens. Le pragmatisme et la démagogie politique tiennent lieu de fil directeur dans ce secteur en pleine expansion. L'incohérence dans la manière dont s'imbriquent les différentes actions de formation prévaut et n'est pas sans limiter sérieusement l'efficacité du dispositif institutionnel. Ce constat n'échappe pas évidemment aux décideurs et aux professionnels, et une expérience un peu plus novatrice voit le jour depuis quelques semaines à Lille, avec l'ouverture récente du C.I.R.F.T.E.N. (2). Le Cercle d'études sociales de Villeneuve-d'Ascq (3) se propose de présenter dans les colonnes du *Monde libertaire* quelques éléments de réflexion sur un domaine, la formation professionnelle, dont le gouvernement de gauche prétend faire le « fer de lance » de la lutte contre le chômage.

Le rapport à l'élaboration du IX<sup>e</sup> Plan français s'ouvre sur ces quelques mots : « Un monde disparaît, un autre naît ». Le système économique mondial est en pleine mutation technologique. Le capitalisme organise dans tous les secteurs de pointe une immense accumulation d'investissements capitalistes, lançant de par ce fait un défi presque sans précédent à la population salariée des Etats industrialisés. En effet, la montée des luttes sociales dans les années 60 a marqué un tournant, et ébranlé les esprits chez les capitalistes et au sein de la classe politique : ceci a abouti à favoriser le capital aux dépens du travail dans l'appareil productif.

Il n'y a pas crise au sens classique (crise des années 1929-1935), il y a une immense mutation du mode de production capitaliste : les grandes firmes continuent à dégager d'importants profits, les gains de productivité restent importants, voire continuent à croître ; simplement les sommes investies dans les machines et les technologies nouvelles imposent des coupes claires dans les masses salariales, suscitant ainsi réductions d'effectifs, sélectivité accrue à l'embauche et chômage massif.

### Montée du chômage et formation professionnelle

Aujourd'hui la tendance à l'embauche se situe au niveau IV (4). Et c'est là qu'intervient l'Etat comme régulateur des tensions sociales, en organisant depuis 1971 (5) un véritable marché de la formation professionnelle, afin d'assurer la montée en qualification des personnes « momentanément » exclues du marché du travail. Les lois sur la décentralisation de 1982 ont d'abord assuré le transfert partiel des compétences en matière de formation professionnelle et d'apprentissage de l'Etat aux régions, à la fois dans un but politique et afin d'en améliorer l'efficacité sur le terrain. Bien entendu, les pouvoirs publics n'espèrent pas enrayer la mise en place de la société « duale » (celle où se cotoient chômeurs, salariés précaires et ceux bénéficiant de la sécurité de l'emploi) dont le fonctionnement assure par ailleurs la rentabilité des entreprises. L'existence concomitante du chômage et de l'inflation permet de réduire progressivement le niveau moyen des salaires réels, dégageant ainsi le volume financier nécessaire à la suraccumulation du capital.

Alors quelle est donc la finalité de la formation ? Indéniablement, la montée en qualification d'un certain nombre de personnes est effective et accroît leur chance de trouver un emploi, mais ceci ne concerne pas ou prou les plus démunis

parmi les jeunes chômeurs ou les salariés licenciés. Ainsi la formation ne rompt pas la logique dualiste, mais l'accroît en creusant l'écart entre les plus démunis peu susceptibles d'en bénéficier et ceux pour qui elle constituera un complément à leur qualification en les rendant plus « vendables » sur le marché du travail.

### Des entreprises arrosées

Pour certains économistes du travail, la formation professionnelle et les sommes importantes qu'elle mobilise sont un canal de financement des entreprises qui contournent par exemple les réglementations européennes en matière d'aide aux unités de production (6). Outre l'allocation quasi gratuite de main d'œuvre que constituent les S.I.V.P., les contrats emploi-qualification ou l'apprentissage, il faut signaler que selon des modalités différentes, les stages de formation en entreprise sont financés en partie par des aides des pouvoirs publics — c'est-à-dire l'argent collecté des contribuables. Et pour quels résultats ?

La manière dont s'imbriquent les différentes actions de formation (stages insertion, S.I.V.P. ou T.U.C., stages qualification, contrat qualification, actions qualifiantes financées par les régions) proposées et mises en œuvre par l'Etat, les régions et les entreprises, constitue un véritable maquis dont les « bénéficiaires » assimilent mal la logique. La constitution en cursus du dispositif existant cache mal son incohérence, et l'efficacité des sommes englouties est douteuse. Dans la région Nord/Pas-de-Calais près de 1,3 milliard de francs s'investissent par an dans la formation : 200 millions de francs de la région, 600 millions de l'Etat, 500 millions des entreprises par le biais de « leur » 1,1% de la masse salariale. Ceci s'ajoute aux fameux contrats de solidarité forts coûteux développés entre 1982 et 1984 afin de libérer des emplois et susciter des embauches (réduction du temps de travail, préretraite progressive, préretraite-démission des plus de 55 ans). Dans notre région, les résultats de ces dispositifs se sont peu fait sentir sur le nombre des demandes d'emploi non satisfaites : 220 000 chômeurs, soit 13,8% de la population active de la région dont pas moins de 100 000 jeunes !

### Une alternative institutionnelle plus crédible

Pourtant des idées existent et un projet s'est réalisé à Lille dont la finalité semble un peu mieux adaptée et trouve davantage grâce à nos yeux même si elle est institutionnelle. Il s'agit de la création récente d'un centre, le C.I.R.F.T.E.N., implanté dans un quartier pauvre de la ville et formant une trentaine de jeunes par an aux nouvelles technologies. Là, la sélection se fait à contrario de ce qu'elle est ailleurs : ne sont acceptés que des jeunes du quartier, filles et garçons de 18 à 21 ans, et strictement sans diplôme. Parmi ceux que nous avons rencontrés, deux venaient d'un I.M.P., d'autres de C.E.P., C.P.A. ou C.P.P.N... Les coûts de formation n'excèdent pas ceux pratiqués ailleurs et les résultats sont largement positifs. En deux mois et demi, à raison de 39 heures par semaine, ces jeunes sont d'ores et déjà capables de réaliser des programmes en basic, pour la Sécurité routière par exemple, ou de fabriquer des circuits imprimés à partir de plans et de les monter dans des appareillages réutilisés ensuite dans le centre. A l'issue de leur formation d'un an — dont deux mois en entreprise —, ils devraient être capables d'assurer presque tous les

postes de fabrication et la maintenance du matériel de micro informatique. Selon le directeur du centre, leur stage en entreprise précéderait leur embauche à un niveau de technicien.

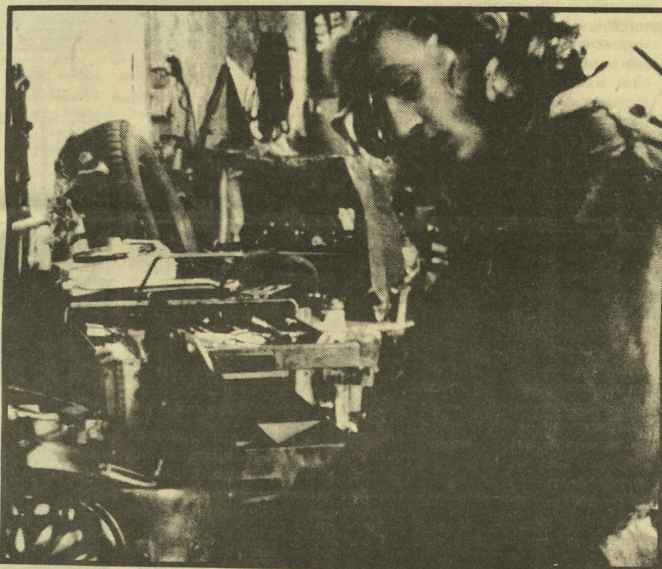
En projet aussi la constitution d'une « entreprise intermédiaire » sur un créneau porteur : les jeunes constitueraient une S.C.O.O.P. de dépannage de petits appareils informatiques dont le parc commence à être important, alors que par ailleurs la baisse importante de leur prix, en quelques années, rend ordinairement leur réparation peu rentable. Il s'agit par exemple des micro ordinaires dont se sont munis de nombreuses associations, ménages, établissements scolaires ou collectivités locales que les fabricants ne réparent plus qu'à des prix exorbitants et que cette société intermédiaire se propose de dépanner pour bien moins cher.

Le sentiment partagé chez ces stagiaires est que « pour une fois, on ne s'est pas foutu d'eux ». Le centre est une belle bâtisse parfaitement adaptée à son activité de formation et de recherche, l'équipement électronique et informatique est de qualité. Enfin cette structure est aussi, le soir et le week-end, une maison de la

chacune de ces structures rencontrerait les limites du marché capitaliste de l'offre et de la demande de travail. Dès l'instant où les jeunes sortant avec une qualification de ce type deviendraient trop nombreux pour les entreprises capitalistes, les chefs d'entreprise monteraient d'un cran leurs exigences à l'embauche : la discrimination par l'emploi est une forme de contrôle social, une loi fondamentale du capitalisme.

Pourtant que des jeunes — ou moins jeunes — trouvent les moyens, institutionnels ou non, d'accroître leur qualification, leur savoir-faire, leur assurance une autonomie relative vis-à-vis des conditions actuelles. En effet, la doctrine officielle de la stratégie locale de l'emploi s'articule sur deux axes : accroître les moyens de formation et reconstituer le tissu local de petites entreprises (d'où aides à la création d'entreprises, priorité relative à l'économie sociale, etc.).

Dès lors, on peut imaginer — et ceci est une interrogation pour l'avenir, formulée en direction des lecteurs de ce journal — que l'intervention libertaire ne se limitant plus au domaine politique *stricto sensu* ou au domaine culturel, s'inscri-



culture technologique ouverte sur le quartier à toutes les demandes d'information et de formation du grand public dans ce domaine. Il y a beaucoup à dire sur le C.I.R.F.T.E.N., et en le visitant on est agréablement surpris d'y voir des jeunes s'épanouissant en travail de groupe, totalement absorbés par leurs activités, libres de leurs allées et venues, participant aux réunions d'auto-évaluation le soir, gérant eux-mêmes et sur micro ordinateur leurs stocks de matériaux, avec à la clef de bons rapports entre filles et garçons, Maghrébins (le directeur est lui-même Maghrébin) et Français, tous issus d'un milieu très pauvre. Une forme de pédagogie et de rapports humains qui n'est pas éloignée de ce que l'on peut souhaiter en tant que libertaires. Ajoutons enfin et pour conclure sur ce sujet que des réunions périodiques avec des fabricants de matériels informatiques permet d'adapter en permanence le programme de formation aux évolutions technologiques et aux créneaux porteurs de la S.C.O.O.P.

### A quand une alternative libertaire dans l'économie

Bien sûr, si l'implantation de ce type de centre se multipliait et ne relevait plus de l'exception, la capacité d'insertion de

ve aussi dans le monde économique par la constitution de structures (le C.I.R.F.T.E.N. coûte en fonctionnement et équipement un million de francs) alliant formation professionnelle, pédagogie libertaire et démarche politique, et aboutissant à la création d'entreprises autogérées. Ceci conférerait aux travailleurs une autonomie économique et politique vis-à-vis de l'Etat et de la logique capitaliste. Tant il est vrai que ce qui divise et fait taire aujourd'hui, c'est d'abord la menace du chômage, la disparition d'une alternative concrète aux lois du capitalisme et la démagogie de la classe politique, P.C. et gauchistes inclus.

Boris Ditch  
Gr. de Lille

(1) Stage d'initiation à la vie professionnelle, stage en entreprise de 3 à 6 mois.

(2) C.I.R.F.T.E.N. : Centre d'initiation, de recherche et de formation aux technologies nouvelles (inauguré le 7 février 1985), 60, rue Sainte-Catherine, 59000 Lille.

(3) C.E.S. : Association de libertaires lillois étudiant les évolutions sociales locales ou d'envergure, B.P. 4, 59650 Villeneuve-d'Ascq.

(4) Niveau IV : niveau baccalauréat ou B.T. ; niveau III : baccalauréat plus deux ans d'étude ; niveau V : C.A.P., B.E.P., etc.

(5) Loi du 16 juillet faisant de la formation professionnelle une obligation nationale et instaurant la participation des employeurs au financement de la formation : 1,1% pour les entreprises d'au moins 10 salariés.

(6) José Rose, « En quête d'emploi ».



## INSPECTION ET ÉDUCATION LE RETOUR DU BÂTON

**C**HÈVÈNEMENT fait aujourd'hui souffler un vent de réaction sur l'Éducation nationale. L'inspection, fidèle gardien du temple, ne peut qu'en profiter. Et elle ne s'en prive pas.

Un exemple parmi d'autres : le cas de cette maîtresse auxiliaire du Maine-et-Loire, Fabienne Soyer, virée de l'Éducation nationale pour « insuffisance pédagogique » ; insuffisance reconnue par un inspecteur général d'espagnol répondant au nom de Loscot. La visite qu'a faite ce personnage dans la classe de Fabienne n'est pas « satisfaisante ». Il recommande au recteur de la licencier, de « mettre fin à sa délégation », comme on dit en termes administratifs.

Un beau matin, le 17 avril, une lettre du recteur attend Fabienne à son collège, lui notifiant qu'elle est licenciée l'après-midi même, rien de moins ! La riposte se met en place face à cet acte arbitraire digne du patronat le plus rétrograde. Plus

ieurs dizaines de militants du S.G.E.N.-C.F.D.T. du Maine-et-Loire attendent Loscot la semaine suivante dans le collège où il doit effectuer une visite. Le courageux inspecteur n'osera pas mettre les pieds dans l'établissement.

Plusieurs centaines de pétitions provenant des établissements du département, des parents d'élèves, des élèves de Fabienne, demandant sa réintégration, vont déferler sur le bureau du recteur. Rien n'y fait. Ni le recteur ni l'inspecteur n'envisagent de revenir sur la décision.

Campagne de presse. Délégation du S.G.E.N.-C.F.D.T. et du S.N.E.S. au rectorat... Le 11 juin, un groupe de travail paritaire se tient à Nantes, où le recteur promet que le cas de Fabienne Soyer sera de nouveau abordé. Le S.G.E.N.-Maine-et-Loire appelle à la grève dans les collèges et 150 personnes manifestent devant le rectorat pendant la tenue

de la réunion paritaire. Le recteur refuse toujours de revenir sur sa décision. Loscot, lui, de son côté, juge diffamatoire la campagne engagée contre lui par le S.G.E.N.-C.F.D.T.

Le 19 juin, à l'appel du S.N.E.S. et du S.G.E.N.-Maine-et-Loire, les bureaux de l'Inspection académique d'Angers sont occupés. Sans résultats non plus. La situation est bloquée. L'autoritarisme a le vent en poupe et la faible mobilisation des personnels, malgré les appels à l'action des structures syndicales ne permet pas de s'y opposer fermement.

Gageons que de tels cas vont se multiplier dans les temps à venir (Loscot en est d'ailleurs à son quatrième licenciement, cette année), l'inspection se sentant couverte et confortée par les déclarations du ministre à la gloire de la hiérarchie.

Patrick  
Gr. d'Angers



## INTERVIEW DE CHRISTIAN FRIGOULT

**U**NE interview d'un insoumis incarcéré, ce n'est pas fréquent ! Quand il s'agit d'un prisonnier dans un cachot militaire, c'est encore plus rare. Les autorités militaires adorent par dessus tout le secret et l'isolement : qu'un détenu reçoive un courrier important les gêne, que celui-ci décrive ses conditions de détention ne les séduira pas non plus. Alors ne vous gênez pas : écrivez aux insoumis emprisonnés... pour leur soutenir le moral (surtout à la veille des vacances) et pour briser l'isolement (voir adresses des incarcérés dans précédents Monde libertaire).

— *Le Monde libertaire* : Alors, Christian, que deviens-tu ?

— Christian Frigoult : Après 17 jours d'isolement à la caserne Foch de Rennes, je suis passé devant le juge d'instruction... et j'ai été transféré à la maison d'arrêt de Rennes (1).

C'est pendant l'instruction que j'ai eu le premier contact « visuel » avec mon comité de soutien rennais. En effet, il avait organisé un rassemblement (très timide, car il n'y avait que sept personnes) devant le palais de justice où ils ont déployé une banderole « Libérez Christian Frigoult, insoumis total ».

— *M.L.* : Peux-tu nous parler de tes conditions de détention ?

— *C.F.* : J'étais enfermé dans une cellule de trois mètres sur deux, meublée d'un lit et d'une étagère. À l'inverse des cellules de prison civile, le coin toilette était séparé de la cellule par un mur et une porte à battants (un « bon point » pour l'armée !).

La journée se composait comme suit :

- réveil : 7 heures du matin, et petit-déjeuner ;
- douche : 9 heures ;
- promenade dans la matinée, pas toujours respectée ;
- déjeuner : 13 heures ;
- promenade dans l'après-midi, elle aussi pas toujours respectée ;
- repas du soir : 17 h 30 ;
- relève de la garde : 20 heures.

Les promenades avaient lieu dans une cour de 8 mètres sur 2,50 m. Un commandant venait nous voir presque tous les jours et j'étais souvent obligé de lui faire remarquer que nous n'avions pas eu droit à la promenade, il ordonnait alors immédiatement au garde de nous faire sortir.

Deux jours avant mon transfert, les militaires se sont un peu affolés après que le comité de soutien rennais ait publié un article dans *Ouest-France* appelant à une manifestation. Ils ont appliqué avec plus de zèle les consignes d'isolement.

Pendant ces 17 jours, je prenais mes repas avec les autres prisonniers, mais voilà que le dernier jour des ordres sont donnés pour que je mange seul dans ma cellule. Là je me suis énervé et j'ai exigé que s'ils persistaient à vouloir me donner à manger dans la cellule, ils me fournissent une table et une chaise. Du coup, brusquement, et j'ai mangé avec les autres.

— *M.L.* : Et les autres détenus ?

— *C.F.* : D'autres détenus étaient enfermés dans une grande cellule... Ce qui m'a révolté le plus c'est qu'ils avaient déserté pour des raisons que n'importe quel humain aurait comprises. Pour l'un, c'était pour voir un médecin civil car, après une opération de l'appendicite qui lui a laissé des cicatrices de 15 cm, il souffrait de crampes et de « blocages ». Un autre a déserté pour aller voir son père diabétique qui venait d'être hospitalisé.



Christian Frigoult.

Enfin, le troisième a vécu dix ans dans des foyers... lesquels se sont empressés de l'envoyer effectuer les obligations militaires dès qu'il a eu dix-huit ans. N'ayant pas vu ses parents depuis 10 ans, il a déserté pour retourner près d'eux et travailler pour les aider financièrement. Deux mois plus tard, son père décède et sa mère se retrouve avec trois enfants à charge, les neuf autres s'étant mariés. Arrêté lors d'un contrôle routier, on l'a reconduit à la caserne. Et lorsqu'il va voir le colonel pour lui expliquer qu'il a déserté pour rejoindre sa famille et que bien lui en a pris, sinon il n'aurait pas revu son père vivant, le gradé lui a lancé cette « perle » de la morale militaire : « Mais jeune homme, l'armée est une grande famille ».

— *M.L.* : Après tu as été transféré à la prison de Rennes...

— *C.F.* : Je suis passé devant le juge d'instruction et il m'a mis en détention provisoire à la prison de Rennes. Les conditions de détention sont correctes et le gars qui partage la cellule avec moi est sympa.

J'ai demandé à De Félice d'assurer ma défense, et mon procès devrait avoir lieu vers la fin juillet. Je pense que je vais l'axer sur l'obtention du statut (d'objectif de conscience) à tout moment et sur le refus de la logique 1 an d'armée ou 1 an de prison.

— *M.L.* : Est-ce que tu reçois du courrier, des visites ?

— *C.F.* : Je reçois pas mal de courrier et ma copine vient me rendre visite tous les week-ends. Je ne peux rien obtenir de l'extérieur sauf des vêtements et des livres. Le reste, je dois l'acheter par l'intermédiaire de l'administration pénitentiaire.

Ah ! une précision pour ceux qui veulent m'écrire... pendant que j'étais en prison militaire, mon courrier n'était pas censuré et je pouvais communiquer avec l'extérieur sans craindre les regards indiscrets ; ce n'est plus le cas depuis que je suis en maison d'arrêt.

Propos « recueillis » par G. Host

(1) Christian Frigoult, écrou n° 7251, maison d'arrêt de Rennes, 56, boulevard Jacques-Cartier, 35000 Rennes.

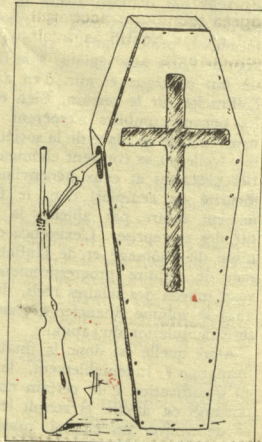
### SOUTIEN AUX INSOUMIS

**S**OIXANTE-DIX personnes se sont déplacées ce dimanche 23 juin à la salle de la C.N.T. pour le gala de soutien aux insoumis. L'après-midi débuta avec des chanteurs et chanteuses dans une ambiance sympathique digne du café-théâtre, avec la participation de Claude Astier, Dominique Mac-Avoy, Anne Trébaol, Ludovic, Fabienne Elkoubi, Alain Aurenche (accompagné d'Alain Breheret).

En clôture de ce gala, le film *Johnny got his gun* sensibilisa encore plus violemment notre haine face à cette institution du crime qu'est l'armée et qui gangrène la société toute entière.

Eliane et Dominique  
Comité de soutien aux insoumis

Adresse du Comité de soutien aux insoumis : c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.





## INTERVIEW DE MAURICE PAGAT SECRÉTAIRE DU SYNDICAT DES CHÔMEURS

**N**OUS reproduisons une nouvelle fois un large extrait d'une interview de Maurice Pagat réalisée pour Radio-Libertaire par le groupe Voline de la Fédération anarchiste. Les remarques du secrétaire du Syndicat des chômeurs sur l'état actuel du mouvement ouvrier et syndical français sont partagées par de nombreux militants du mouvement libertaire. Le débat sur le syndicalisme et l'organisation des chômeurs n'en est pas clos pour autant... Au lecteur de se faire sa propre opinion !

**M. Pagat :** (...) Ce n'est pas par la charité, par l'intervention des organisations charitables quels que soient par ailleurs leurs mérites que va se résoudre le problème du chômage. C'est par une redistribution des revenus et des emplois, c'est par une intervention d'une société différente où le temps libre d'ailleurs sera beaucoup plus important qu'aujourd'hui.

Parce que... au cœur même du chômage, qu'est-ce qu'il y a ? Il faut dire la vérité... la vérité c'est que les mutations technologiques en cours dans notre pays et dans toutes les grandes nations industrialisées, à cause des gains de productivité qu'elles créent, font qu'il n'y a plus assez d'emplois à plein temps pour toute la population en âge de travailler. Alors il faut bien réorganiser autrement la participation des habitants d'une nation à la vie politique. Puisque la machine, les robots remplacent de plus en plus le travail humain, eh bien, prenons-en acte et réduisons le temps de travail de manière significative pour que tout le monde puisse à tour de rôle participer aux tâches politiques.

Je pourrais citer quelques chiffres : chez Renault, on produit le même nombre de voitures qu'il y a dix ans avec la moitié moins d'heures de travail. Il faut donc bien enregistrer ces phénomènes et en venir à la semaine de 35 heures et bientôt à celle de 30 heures. Voire aux années sabbatiques qui permettent aux gens de se recycler, de faire autre

chose... ou peut-être tout simplement d'avoir du temps libre, de voyager et d'avoir une autre présence dans le monde puisque tout ne doit pas reposer comme à l'heure actuelle sur la valeur « travail ».

Aujourd'hui, on vit sur l'idée que le travail est le seul élément de participation à la vie de la cité et que sans le travail il n'y a pas de statut, pas d'identité sociale. Mais les progrès technologiques sont tels qu'il faudra une révolution culturelle dans ce domaine pour envisager les choses d'une manière différente ! Evidemment tenir un tel langage déconcerte, dérange... parce qu'on fait l'impasse là-dessus, on ne veut pas trop parler de tout ça. On est encore dans le domaine des archaïsmes, du traditionalisme, vraiment ça manque d'imagination aujourd'hui. Les responsables syndicaux sont des gens qui, à quelques exceptions près, sont des gens peu imaginatifs, peu créateurs... ils dissimulent souvent la vérité. La vérité, c'est qu'il faut aller vers une nouvelle organisation de la société. Au fond le chômage est au cœur de toutes les contradictions de notre société et on ne sortira pas du chômage sans remettre en cause tous les fondements de notre société.

Celle-ci est en train de se décomposer, il faut la reconstruire autrement, et c'est le grand combat que les chômeurs commencent avec beaucoup de mal, de difficultés. Mais quelque chose est en train de se produire : ceux qui finalement sont les vrais prolétaires aujourd'hui, ceux qui n'ont plus rien à perdre car ils n'ont même pas de travail, sont peut-être ceux qui en intervenant dans le débat social vont permettre de débloquer la situation et d'avoir une voie nouvelle vers une cité différente.

T.P.

Voilà nos propositions, voilà ce que nous pensons... mais encore une fois, nous avons conscience que tenir de tels propos est très dérangeant. On n'a pas l'habitude d'un tel langage qui est à la fois ferme et précis, parce que nous ne nous contentons pas d'une grande vision d'avenir. Nous disons aux chômeurs : « à votre tour d'inter-



venir dans le mouvement social ici et maintenant ! » Voilà un peu la philosophie générale de notre combat, ces maisons de chômeurs n'ont d'autre but que de permettre aux chômeurs de trouver des lieux militants, des lieux d'action. Nous leur rendons aussi un certain nombre de services, car il y a des gens qui crèvent de faim, qui n'ont pas assez à manger. Nous avons donc un service gratuit de restauration, nous leur donnons des denrées alimentaires gratuites, nous leur cherchons des emplois par les voies classiques. Nous avons aussi un service médical gratuit, car les chômeurs ne peuvent avancer les sommes qui leur sont demandées, même chose pour les médicaments. Tous ces services-là sont importants, on ne

peut pas s'en passer, mais ils n'ont de signification que s'ils s'inscrivent dans une lutte, dans un combat pour que les choses changent fondamentalement. C'est-à-dire pour que cette société se réorganise pour que tout le monde puisse vivre. Les richesses produites par la société sont suffisantes dans ce pays pour que tout le monde ait de quoi vivre normalement. Et c'est un scandale que ce ne soit pas le cas, et c'est un double scandale que cela se fasse sous un gouvernement de gauche.

Notre interpellation est d'abord certes à l'égard du patronat,

on rappelle que c'est un scandale qu'on soit obligé de faire cela. Notre volonté n'est pas celle du tout ou rien. En ce sens on se séparerait peut-être non pas du courant libertaire du XIX<sup>e</sup> siècle qui était plus enraciné dans le monde ouvrier, plus réaliste... Car c'est au fond le mouvement libertaire qui a inspiré le mouvement ouvrier du XIX<sup>e</sup> siècle à travers beaucoup d'expériences. Que ce soient les mutuelles, l'anarcho-syndicalisme, que ce soit le syndicalisme débutant...

Mais aujourd'hui, ceux qui nous disent « tout ou rien », non ! Ce n'est pas une solution, cela ne sert à rien d'aller crier tous les matins : « Vive la révolution ! ». Il faut déclencher un processus qui, de réforme en réforme, de changement en changement, puisse aboutir à une transformation totale de notre société. Cela ne se décrète pas, cela ne peut pas se faire en un jour, c'est un processus long car il faut y associer les gens et ce n'est pas évident au départ. Car le poids des corporatismes et des égoïsmes est quelque chose de très lourd et puis reflète malheureusement une mentalité ouvrière. Il y a tout un embourgeoisement du milieu du travail qui s'est réalisé et c'est toute cette réalité qu'il faut affronter mais avec réalisme et discernement.

**R.-L. :** Est-ce que, effectivement, par rapport au début du mouvement ouvrier et au mouvement ouvrier actuel, à l'intégration complète du syndicat dans la société il n'y a pas un danger ? Vous, comme nous, souhaitez que les chômeurs disparaissent, mais cela ne se fera pas du jour au lendemain, notamment en France. N'y a-t-il pas risque de voir le phénomène s'institutionnaliser, d'avoir le même rôle que les syndicats actuellement ? Une lutte comme celle des chômeurs, qui est actuellement sympathique et qui correspond à la nôtre, à une démarche libertaire, de prise en charge par les individus... N'y a-t-il pas ce risque ?

**M. Pagat :** Il y a toujours un risque ! Il y a le risque que les libertaires s'enlisent quelquefois dans de petits groupes stériles où on discute pendant des heures pour le plaisir de la discussion et où on n'aboutit jamais à rien ! Il y a toujours des risques dans la vie militante, sociale, politique, quand on va dans le sens de la gestion de la cité. Il y a toujours des risques et il faut bien les assumer sinon on ne ferait rien.

Que le Syndicat des chômeurs devienne une institution parmi d'autres, on en est loin encore... Comme dans toute vie sociale, il faudra toujours des militants pour réactualiser le combat... Avec ces millions de chômeurs derrière nous, nous sommes porteurs de tellement de revendications que je me demande comment, à notre tour, nous pourrions devenir une force conservatrice ! (...)

Propos recueillis  
par le gr. Voline

### LA CRISE ET LE CHÔMAGE

**L**ORSQU'au soir du 11 novembre, l'Europe fit le bilan du désastre occasionné par quatre ans de guerre, les experts proclamèrent qu'il faudrait 25 ans pour panser les plaies. En réalité, la moitié de ce temps suffit, tellement le progrès technique accompli pendant les hostilités avait augmenté la productivité.

En conséquence, dès 1929, les carnets de commandes se vidèrent et le chômage réapparut. La crise éclata, en vingt-quatre heures, par l'effondrement financier des banques américaines.

L'année 1933 vit l'arrivée de Roosevelt à la présidence des Etats-Unis. Il mit en œuvre des moyens gigantesques pour réamorcer le cycle de la prospérité, ils se révélèrent infructueux. L'Europe, à son tour contaminée par la crise, essaya toutes sortes de remèdes. Mais, ni les destructions massives de produits de consommation

pour maintenir les cours ni les mesures malthusiennes de déflation, ni les mesures protectionnistes n'apportèrent d'amélioration. Le système aurait explosé sans la Seconde Guerre mondiale.

Un livre intitulé « Roosevelt, tel que je l'ai connu » apporte des précisions sur la situation économique américaine : « Le nombre des chômeurs atteignait 15 millions dont les trois quarts étaient dans la détresse. La politique de réarmement s'étant amorcée, les industries de guerre ont employé jusqu'aux infirmes. Des hommes de 75 ans ont retrouvé du travail. La crainte du chômage et de la mévente ne hantait plus personne. » Suivant ce bon exemple, en Allemagne, Hitler s'apprêtait à en faire de même.

Ainsi, comme ne manquait pas de le proclamer le général Eisenhower, pendant sa campagne électorale de 1952, c'est la guerre qui a mis fin

au chômage dans les nations industrialisées et a permis de maintenir un degré élevé d'activité économique. La forte inflation, en effaçant la dette accumulée pendant sept ans, restaura l'efficacité de la demande. Celle de l'offre, comme chacun l'a compris, ayant été établie par la destruction physique et massive des usines, voies de communication, navires, logements, etc.

Et voilà comment un assainissement des marchés assuré avec des moyens aussi efficaces a permis aux tenants du capitalisme de faire croire, pendant trente ans, que la santé économique avait été retrouvée pour toujours. Alors que le système n'avait survécu dans l'opulence et le gaspillage qu'en envoyant à la mort des millions de gens et en pillant le tiers monde.

Lucien  
Isère-Grésivaudan



## LA SOLIDARITÉ ET L'ÉTHIOPIE

**E**THIOPIE : ça chauffe ! Ethiope : la famine montre son nez ! Ethiope : Israël récupère ses juifs oubliés 2 000 ans... et les autres on s'en fout ! Ethiope : les crève-la-faim ! Ethiope : la solidarité...

Images d'horreur à la télévision, discours d'apocalypse. L'Ethiope crève et le travailleur d'ici doit absolument se culpabiliser par ce qui se passe là-bas. Mais heureusement Zorro ou le Saint Esprit, allez savoir !, arrive et organise la solidarité.

### Des disques...

D'abord, on rencontre les disques : l'américain avec ses stars, l'anglais inconnu, et bien sûr le français de l'ami Renaud... Pub à gogo, télé, affiches, radios, la promotion... c'est pour la bonne cause : grâce au disque, on fera du fric qui servira à l'Ethiope. Mais il y a un hic : où va ce fric ?

Il ne s'agit pas là de poser une question impertinente, ni de cracher sur Renaud et ses potes de Chanteurs sans frontières, qui ont pris le micro pour ceux qui meurent de ne pas manger. La solidarité c'est la solidarité, on trouve des moyens là où on peut... Un disque, c'est aussi faire passer un message et trouver un financement pour aider. Nous aussi, anarchistes, pour renflouer nos caisses, nous avons organisé des galas avec Lavilliers, Ferré, Mama Béa..., et nous n'avons rien à redire à cela (au fait, Renaud, c'est quand qu'il chante pour les anars ?).

Le problème, c'est que la solidarité n'est pas toujours claire, qu'il y a des organisations prétendues humanitaires qui sont de vrais parasites. Et, aux dernières nouvelles, le fric rapporté par le disque *Ethiope* va à une association de cette sorte : Médecins sans frontières.

Médecins sans frontières, c'est cette organisation dont on entend parler un peu partout depuis un certain temps. C'est elle qui envoie ses médecins pour défendre la veuve et l'orphelin dans le tiers monde. Mais voilà, en janvier 1985, M.S.F. annonçait la création de la fondation Liberté sans frontières, avec le docteur Brauman comme président de M.S.F. et directeur de L.S.F. et le docteur Malhuret, président de L.S.F. et directeur du M.S.F. Médecins sans frontières va consacrer 5% de ses ressources à L.S.F. qui s'est entouré d'une douzaine de spécialistes (comme ils disent) provenant d'une part du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (C.I.E.L.) (1), et d'autre part de l'Internationale de la résistance où on retrouve des Simone Veil et Marie-France Garaud (2). Comme on peut le constater : de beaux parrains pour M.S.F.-L.S.F.

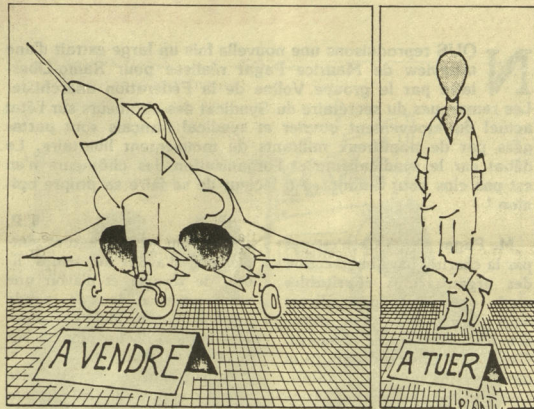
Liberté sans frontières est l'appareil politique de M.S.F., qui se déclare apolitique. Qu'on le veuille ou non, la Nouvelle Droite et l'anticommunisme sont pourtant là, les déclarations de L.S.F. sont claires. « L'intervention des Etats-Unis au Vietnam se justifiait » (3), ce qui n'est pas mal pour des médecins quand on sait le nombre de morts et de blessés provoqués par cette guerre. Le docteur Malhuret demande l'arrêt de l'aide au Burkina-Faso qui vient de nationaliser l'industrie et le sol » (4), comme si les miséreux faisaient la différence entre pillage par les multinationales ou par l'Etat. M.S.F.-L.S.F. dénoncent les bombardements soviétiques en Afghanistan comme si ceux des Américains au Vietnam étaient d'un autre genre. M.S.F.-L.S.F. se disent apolitiques, à croire que l'extrême droite, la « Nouvelle Droite ou pas, sont apolitiques.

La solidarité, ce n'est pas toujours très beau ni très clair, et Renaud est tombé dans le piège, peut-être tout simplement parce que M.S.F. a droit à beaucoup de publicité et que c'est difficile de connaître autre chose que ce style d'organisation parasite.

### ... et du lait !

Les Jeunesses communistes, elles aussi, ont fait campagne pour l'Ethiope par quelques affiches dans les villes. Si Médecins sans frontières voulait du fric par l'intermédiaire d'un disque (« 25 F pour une vie »), les J.C. demandent du lait pour les Ethiopiens. Allons donc ! ça faisait longtemps que l'on avait pas vu ce genre de chose. Avant, c'était les cathos ; aujourd'hui les jeunes communistes. N'ont-ils rien compris nos apprentis staliniens ? De telles campagnes ont déjà été menées et cela n'a jamais rien changé au problème de la faim dans le monde, même avec du maïs ou du blé.

Le lait, on connaît bien en Afrique... Les communistes sont-ils ignorants au point de ne pas savoir que pour consommer du lait ou ses dérivés,



travailleurs ? Ces mêmes autorités qui font venir de Grande-Bretagne un million de bouteilles de whisky (2 cargos) pour le magasin des fonctionnaires. Tout le monde n'est pas malheureux en Ethiope ! Mais c'est vrai qu'il n'y a pas de problèmes de classes sociales là-bas, puisque le gouvernement est communiste. Pourtant si l'alimentation manque, les Mig 21 et 23, les armes pullulent.

Le problème de la famine n'est pas seulement dû à la sécheresse : sur 70% de terres

cins sans frontières se fait un bon vieux coup de pub... Alors que faire ? Les exploités ont-ils besoin de « zorros ».

### Une autre aide

En Ethiope, l'aide d'urgence est inévitable vu la gravité du problème, mais une analyse économique et politique est indispensable pour faire comprendre que la nature n'est pas seule responsable de la famine. Le capitalisme privé et ses multinationales, le capitalisme d'Etat (marxisme) sont souvent les causes de la misère. La lutte contre l'exploitation est la première aide à apporter.

Il faut aussi vaincre la famine avant qu'elle arrive, pour cela il faut aider au développement, non pas des Etats pour qu'ils s'arment, mais aux travailleurs qui s'organisent en coopératives (industrielles, artisanales, agricoles ou éducatives) en dehors des Eglises et des partis politiques, qui se servent des initiatives de base pour leurs propres intérêts politiques.

Il ne faut pas croire qu'il ne se passe jamais rien dans le tiers monde, et il nous faut trouver une aide financière ou matérielle pour les groupes de base qui s'organisent et pour qu'ils puissent construire un contre-poids à la société autoritaire. Des travailleurs qui produisent et qui se chargent de la distribution, en donnant leur chance à tous, cela existe ici et là-bas, même si souvent ils abandonnent étouffés par la répression et par le manque de solidarité. Sachant très bien que ce contre-poids ne peut trouver sa finalité que dans une société sans classes ni Etat, il faut œuvrer à une aide intelligente sans oublier de condamner l'exploitation de l'homme par l'homme, ici et là-bas.

A quand les Travailleurs sans frontières pour aider au développement sur une base différente de ce qui se fait à l'heure actuelle en matière d'aide ? Et Renaud est-il prêt à faire un disque pour financer une telle démarche ?

Laurent  
Gr. Pierre-Bernard

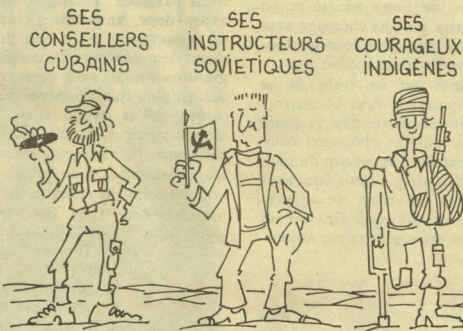
(1) Créé en 1978 à l'initiative du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe présidé par le gaulliste Olivier Guichard.

(2) « Le Monde diplomatique ».

(3) M. Broyle, au colloque L.S.F.

(4) Déclaration à « Paris-Match » en janvier 1985.

## VISITEZ L'ÉTHIOPIE !



cela nécessite d'assimiler le lactose et que pour cela il faut à l'être humain une enzyme d'origine génétique au nom de lactase ? Si tous les enfants possèdent la lactase et peuvent assimiler le lactose, chez certains adultes il y a disparition en partie de la lactase. C'est le cas de certaines populations africaines et asiatiques et c'est pourquoi en Afrique, par exemple, on consomme le lait caillé dont le lactose a été scindé par des micro-organismes. Ces Jeunesses communistes ne savent-elles pas que les campagnes de lait pour le Sahel ont été appelées : « campagne biberon qui tue » ; ne savent-elles pas que le lait nourrit ici, mais tue en Afrique ; ne savent-elles pas que la société Nestlé est boycottée par les tiers-mondistes pour avoir envoyé du lait en poudre au Sahel...

Les communistes ont-ils oublié la lutte des classes : pourquoi ne dénoncent-ils pas les autorités éthiopiennes qui dépensent 150 millions de dollars pour le nouveau siège du Parti des

cultivables, seulement 14% sont exploitées ; pour financer l'achat d'armes à l'U.R.S.S. 90% de la production des denrées alimentaires, dont a besoin la population, sont exportées. En revanche, la famine sert bien le pouvoir car elle justifie le déplacement de populations pour que la guérilla marxiste-léniniste (dissidente du pouvoir central en Erythrée et dans la région du Tigre) soit étouffée, car ce déplacement permet aux autorités de contrôler l'ensemble des gens et que les guerilleros sahéliens ne puissent plus trouver d'appuis dans les populations. On refuse même un cessez-le-feu pour faciliter l'aide alimentaire. Les Jeunesses communistes oublient un peu trop vite ces faits et ce n'est pas parce que l'Ethiope est communiste que l'exploitation de l'homme par l'homme a cessé.

Les Jeunesses communistes mènent une campagne inadmissible sans faire une analyse du problème de l'Ethiope. Méde-

## RÉFUGIÉS ITALIENS

**A** LA suite des arrestations de deux réfugiés italiens, Giovanni di Giuseppe (le 14 juin 1984) et Enrico Fedele (le 16 juillet 1984), le gouvernement italien avait effectué une demande d'extradition à leur encontre. Bien que la chambre d'accusation de Paris ait répondu favorablement à cette demande, les deux Italiens croupirent longtemps dans les prisons françaises, se voyant refuser leur mise en liberté provisoire.

La situation semblait bloquée lorsque le gouvernement français expulsa les deux réfugiés vers le Burundi le jeudi 9 mai 1985. Comme déblocage, on aurait pu espérer mieux ! Cette mesure est d'autant plus grave qu'elle constitue une première en matière d'expulsion pour les réfugiés italiens.

Au Burundi, di Giuseppe et Fedele se voyaient de nouveau menacés d'expulsion. Après différentes négociations entre les gouvernements et les réfugiés italiens en France, nos deux camarades obtinrent de pouvoir rester au Burundi s'ils acceptaient de travailler dans une usine du pays. D'autre part, étant jusqu'à ce jour pris en charge par le gouvernement du Burundi, ils devaient subvenir à leurs besoins.

L'histoire ne s'arrête pas là : aujourd'hui, ce ne sont plus des menaces qui pèsent. D'ici dimanche 30 juin di Giuseppe et Fedele vont être expulsés du Burundi. Nous ne savons pas encore pour quelle destination, mais il est fort probable qu'ils se retrouvent en Italie. Tout ceci ne serait donc qu'une extradition déguisée. Le gouvernement français les a largement utilisés comme otages et comme monnaie d'échange pour finalement les remettre aux mains de la justice italienne. Non aux expulsions ! Non aux extraditions !

Nikmo



# 6 JUILLET : JOURNÉE INDIENNE DE LUTTES

*L'homme blanc nous fit beaucoup de promesses, tellement que j'en oublie. Il les garda pour lui sauf une. Il promit de s'approprier notre terre, et il la prit !*  
Red Cloud

**B**IG Mountain Day, le 6 juillet 1985, est le samedi qui, cette année, est le plus proche de la date qui a été fixée pour le déplacement et le relogement imposés à plus de 10 000 Navajos et Hopis par le gouvernement américain.

Quand les Européens conquièrent ce continent, ils donnèrent aux Indiens les terres qu'ils considéraient sans valeur. Les temps s'écoulèrent et on s'est aperçu que la terre qui autrefois était jugée sans intérêt contenait ces choses que les Européens trouvent si précieuses : l'or, l'uranium, le charbon et le pétrole. Au fur et à mesure que l'avidité monta, tous les moyens ont été envisagés pour dérober leurs terres aux Indiens.

Dans les années 30, le gouvernement américain commença à imposer ce qu'il nomma un « gouvernement tribal » au peuple indien. Ce fut sa métho-

de pour « européeniser » leur mode de vie social, économique et politique. Cela signifiait : « Ouvrez vos terres au développement par l'intermédiaire des multinationales et soyez disponibles comme travailleurs potentiels. »

Dans la « région des 4 coins », au sud-ouest des Etats-Unis, il se trouve un endroit qui a été la « joint use area » (aire d'utilisation commune) des Navajos et des Hopis. Les relations entre ces deux peuples et avec cette terre est quelque chose d'ancestral, qui ne peut être codifié par les « Européens ». Mais ce territoire doit être « européenisé », avec titre de propriété, des clôtures, pour permettre de vendre des droits fonciers, miniers aux exploitants.

Le gouvernement clôtura de barbelés 395 miles de la J.U.A. (« joint use area »), mais fut arrêté dans son entreprise à Big

Mountain par des femmes, âgées pour la plupart, qui utilisèrent l'action directe pour défendre leur montagne sacrée et leur mode de vie. Juillet 1986 est la date que le gouvernement donne à cette population pour évacuer ce territoire. La résistance s'organise donc !

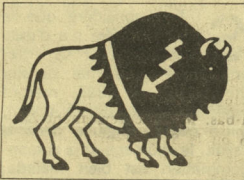
Les personnes qui ont eu connaissance de cette lutte à Big Mountain sont écrasés par la propagande du gouvernement. Les médias ont évité de couvrir cette lutte parce que nombre d'entre eux ont des multinationales comme propriétaires. Nous devons changer cette situation ! Une des raisons de cette journée d'action est de faire savoir au gouvernement des Etats-Unis que le peuple ne restera pas les bras croisés et ne le laissera pas effectuer son travail honteux sans rien faire. Comme beaucoup de luttes, la résistance à Big Mountain se rattache à d'autres combats.

La faim dans le monde, l'apartheid, les luttes « indigénistes », syndicalistes, des peuples de couleur sont le fait des abus des sociétés multinationales. Pour

cette raison, des organisations qui ne sont pas des partis politiques appellent toutes les personnes impliquées dans une lutte pour un changement social à former des piquets, tables d'information devant les établissements officiels américains et les entreprises américaines le 6 juillet 1985, le « Jour de la grande montagne ».

D'après « Bayou La Rose » n° 18, été 1985

Pour plus d'information : Big Mountain News, c/o Big Mountain Support Group, 1412 Cypress street, Berkeley, Ca. 94703, Etats-Unis.



## NOUS AVONS REÇU CETTE SEMAINE

- A Idea (Portugal), n° 36-37 : ce numéro ouvre avec deux articles de critique politique, l'un d'analyse historique sur l'anarcho-syndicalisme ; l'autre sur la situation portugaise actuelle. Ensuite, dans la partie littéraire, on relève les collaborations de différentes personnes, avec en particulier un article sur Kenneth White. Enfin un dossier se rapportant à l'écologie.
- Autogestione (Italie), n° 11 : articles sur la Bolivie, le bilan de l'action contre la base militaire de Comiso, congrès de la C.O.B., etc.
- Volonta (Italie) : dossier sur la psychanalyse et l'anarchisme.
- Freedom (Angleterre), n° 6.

# ÉTATS-UNIS : PROTESTATIONS CONTRE L'APARTHEID SUD-AFRICAIN

**L'**ANNÉE de grâce (I) 1984 a vu le retour de la lutte contre le soutien du gouvernement américain au système de l'apartheid existant en Afrique du Sud.

La montée des protestations et de la désobéissance civile non violente, comme les appels aux désinvestissement vers les entreprises américaines qui

et désespérées, afin de montrer ce système sous son vrai jour et de le détruire une fois pour toutes.

### La ségrégation a le beau rôle

La plupart des médias américains comparent le système

de ségrégation véritable ; mais ils doivent également et obligatoirement porter sur eux un laissez-passer (pour l'identification) à tout instant, sous peine d'emprisonnement.

Ces gens n'ont la possibilité de travailler que dans des postes déterminés à l'avance, en général à bas salaires, et n'ont aucun recours contre leurs patrons. En plus de cet environnement de ségrégation, il arrive qu'on les oblige à quitter l'endroit où ils ont vécu toute leur vie, afin de les parquer dans des « homelands », arides et surpeuplées, et qui sont situées loin de toute zone d'emploi (industriel ou minier). Tout cela favorise la misère parmi les familles noires, et donc la colère et la violence.

mond Tutu a porté préjudice à la gauche sud-africaine, alors que de son côté le Congrès national africain (mouvement clandestin) a porté de nombreuses attaques contre le service public et autres entités gouvernementales, faisant perdre toute illusion de tranquille sécurité aux Blancs sud-africains.

En réponse à cette résistance constante, certains officiels gouvernementaux ont demandé un « allègement » de l'apartheid, et cela afin de préserver leur « flot de tranquillité » ; « s'adapter ou mourir » comme l'a dit l'un d'eux.

### La répression s'intensifie

Malgré tout cela, le gouvernement sud-africain réprime de plus en plus. Le bain de sang, qui se prépare, risque de s'étendre aux pays voisins, pouvant engendrer ainsi un conflit plus vaste. Le soutien américain à l'apartheid ne faisant qu'intensifier cela.

L'Afrique du Sud et les corporations américaines utilisent le système de l'apartheid dans le seul but de faire d'énormes profits, et cela en exploitant le travail de la majorité noire. Il y a plus de 340 entreprises américaines qui travaillent en Afrique du Sud (et qui ont fait l'année dernière des profits de plus de 2,3 milliards de dollars) et plus encore qui commercent avec celle-ci (sans oublier les banques américaines). C'est très rentable : main d'œuvre noire facilement surexploitable, abondance de richesses minérales, faible protectionnisme...

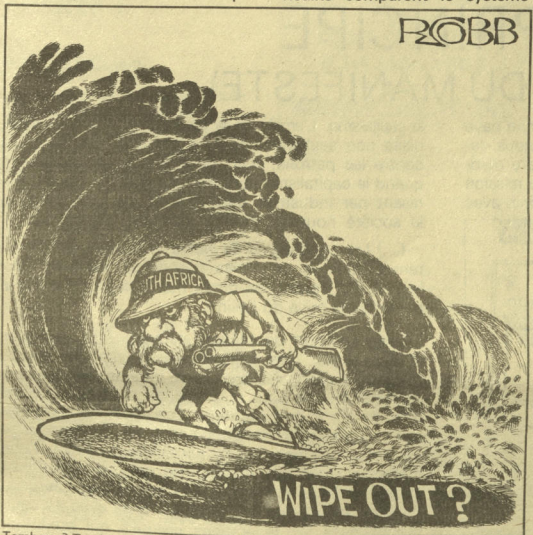
Pourtant le public américain prend de plus en plus conscience que les dollars provenant des impôts servent à perpétuer l'apartheid, alors que le chômage augmente aux Etats-Unis, ce qui entraîne une condamnation du public (et même de certains supporters de Reagan).

### L'apartheid aux Etats-Unis

L'ironie dans tout cela (triste, mais réelle), c'est le parallèle existant entre la façon dont sont traités les Noirs et les autres populations « indésirables » aux Etats-Unis et en Afrique du Sud. L'innovation récente des « homelands » en Afrique du Sud rappelle la façon dont le gouvernement américain avait « relégué » les Américains d'origine japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que le vol des terres et le massacre des Indiens. Le déménagement prévu des Indiens hopis de Four Corners Area (Arizona) puis, plus tard, de New Mexico — de manière à les éloigner de leurs voisins depuis des générations, les Indiens navajos — facilite les énormes intérêts des entreprises (pour qui il vaut mieux acheter les droits miniers de ces territoires à un propriétaire plutôt qu'à deux).

Tout cela ne fait que conforter notre opinion sur l'hypocrisie des politiciens, en particulier Edward Kennedy, qui clament leur opposition quant à l'apartheid d'Afrique du Sud, mais restent muets face à ce qui se passe aux Etats-Unis.

D'après « Bayou La Rose »



Tombera ? Tombera pas ?

travaillent avec l'Afrique du Sud, qui sont le résultat de la politique gouvernementale d'« engagement constructif », ont pour but de stopper toute complicité avec la copie moderne du nazisme allemand.

La réélection de Reagan, au-delà des seuls scores, pose le problème pour ceux qui s'opposent à l'apartheid de faire toujours plus d'actions, directes

de l'apartheid à la ségrégation aux Etats-Unis pendant les années 60. Pourtant, pour les Noirs sud-africains, la ségrégation n'est que la partie visible de l'iceberg qui s'impose à eux.

Il ne leur est pas seulement refusé la représentation politique, le minimum d'accès aux services publics, le droit à une santé décente et une édu-

### Le nombre des dissidents augmente

Malgré la brutalité quotidienne du gouvernement, des centaines de milliers de Noirs, et un petit nombre de Blancs (qui s'accroît petit à petit) s'opposent activement et essayent de démanteler l'apartheid.

La dernière idée du gouvernement a été de promettre aux autres populations d'Afrique du Sud (Métis, Indiens, Asiatiques) d'importants pouvoirs et cela via les élections. Cependant 80% des personnes susceptibles de voter ont répondu à l'appel du boycott de ces élections en ne participant pas à cette farce grotesque. Les récentes grèves générales des travailleurs noirs des multinationales ont provoqué la chute de secteurs clefs de l'économie sud-africaine. La remise du prix Nobel de la paix à Des-



## « I.W.W. ET SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE AUX ÉTATS-UNIS »

Si l'on considère que la classe ouvrière n'a d'existence que par sa lutte, on admet sans mal qu'aux États-Unis, en 1985, malgré quelques foyers de résistance, cette classe, engluée dans le crédit, le chômage et la surconsommation est bien malade.

Et pourtant, une solide organisation syndicaliste révolutionnaire, les Industrial Workers of the World (I.W.W.), fut bien vivante de 1905 jusqu'au milieu des années 20 et marqua de son empreinte la classe ouvrière américaine. Cette organisation fait l'objet de la dernière mouture des toujours dynamiques éditions Spartacus : *I.W.W. et syndicalisme révolutionnaire* de Larry Portis (1).

Le phénomène I.W.W. se caractérise par le refus du corporatisme traditionnel dans les Trade Unions, au moment où la nation américaine applique dans les faits la théorie de l'isolationnisme, mais aussi par la tentative de création d'une organisation syndicale en voulant forger une « structure de la nouvelle société à l'intérieur même de l'ancienne », tentative très internationale de surcroît, du fait de la multiplicité des nationalités et des ethnies. C'est en effet l'époque où l'émigration est la plus importante ; l'afflux est énorme : près de 25 millions d'individus entre 1871 et 1920, mythe du Nouveau Monde oblige.

Larry Portis nous décrit le processus de formation du pays du capitalisme rationnel à tra-

vers une classe ouvrière combattive, responsable et organisée face à la répression du patronat. La désaffection de la déjà très corporatiste A.F.L. (qui subsiste à l'heure actuelle en A.F.L.-C.I.O.) conduisit à la création d'un syndicat qui vit cumulativement passer près d'un million d'adhérents entre 1905 et 1917. Création qui fut d'ailleurs saluée par Pougget : c'est dire !

Quand on aura lu que les I.W.W. furent à l'origine des premières occupations d'usines aux États-Unis, que les discours furent quelquefois traduits en onze langues, que l'empire austro-hongrois protesta auprès des autorités américaines à propos de mauvais traitements subis par ses ressortissants ou que de nombreux militants défilèrent en 1905 pour saluer la première tentative de révolution soviétique, on sera surpris par l'impact et l'importance historique que purent avoir ces Industrial Workers of the World. On reste surpris au fil des pages par la détermination et le courage des grévistes de ce début de siècle comparativement aux acquis sociaux dont bénéficient aujourd'hui les Américains moyens. Le livre relate intelligemment, c'est-à-dire de façon non événementielle, la lutte des ouvriers et des paysans américains contre une classe dirigeante prête à tout pour sauvegarder ses intérêts, imposer son mode de vie *American way of life* des années 50) et cons-

truire la « Grande Amérique », « chien de garde » de tout le continent. Le meurtre, l'emprisonnement, la torture furent considérés comme une des solutions au problème que posait les I.W.W. par leur dynamisme (voir à ce sujet le très beau film *Joe Hill* quand il ressortira). La propagande vicieuse, l'acharnement à mater les « rouges », qui culminera quelques années plus tard avec l'affaire Sacco et Vanzetti, les coups répétés contre le syndicat finirent par le marginaliser. La structure subsistante à l'heure actuelle n'est plus qu'une association.

Mais d'après Portis, la répression (emprisonnement de nombreux militants responsables, massacres, etc.) si elle a pu désorganiser puis anéantir le syndicat, n'a pas été le seul facteur déterminant. Il suggère que les tenants d'une structure centralisatrice s'opposaient à ceux qui voulaient préserver une plus grande autonomie aux syndicats locaux donc à la base. Serions-nous au cœur d'un grand débat syndical opposant marxistes et libertaires ? Les I.W.W. vont alors s'empêtrer dans de sombres contradictions. A Zinoviev, le bolchevik qui vint en 1920 les carresser dans le sens du poil, pour mieux les digérer sans doute, les I.W.W. accordèrent leur appui à la troisième Internationale puis décidèrent de ne pas s'y affilier. La scission fut patente en 1924.

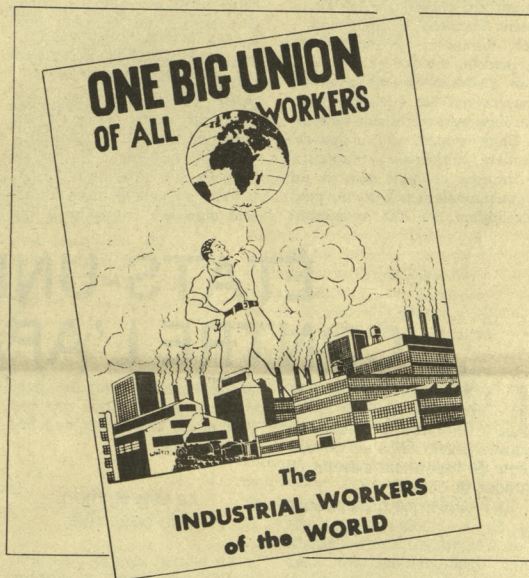
S'il est vrai comme ce dernier événement le souligne et comme le précise l'auteur que la part d'inspiration marxiste et la part d'inspiration libertaire n'ont pas été clairement définies, il reste que certains textes de base mettent limpide-ment en avant l'abolition du salariat et la suppression du capitalisme remplacés par l'armée des producteurs. Et ça, si c'est pas libertaire, c'est quoi ?

Ce livre est donc indispensable pour qui veut comprendre comment une société aussi

hiérarchisée que celle des États-Unis a pu se bâtir. La clarté, la qualité de la présentation et les approches de Portis, si elles sentent le style très universitaire, restent toujours très pertinentes et forcent le respect. Sacrifiez donc votre polar de plagiste pour lire cet ouvrage dont la couverture ira très bien avec le sable.

J.-P. Gault

(1) Larry Portis, « I.W.W. et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis », éd. Spartacus. En vente à la librairie du Monde libertaire, 70 F.



## DÉCLARATION DE PRINCIPE (EXTRAITS DU PRÉAMBULE ET DU MANIFESTE)

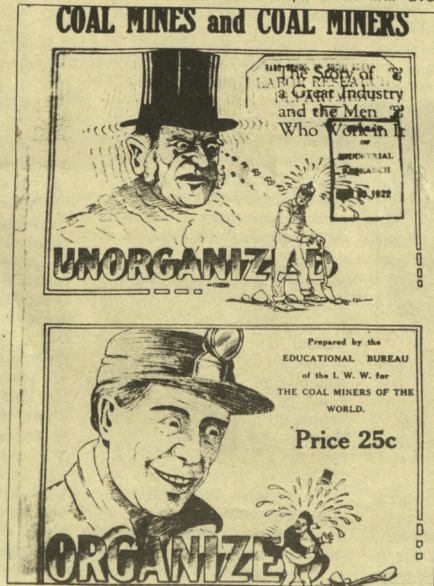
La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien de commun. Il ne pourra pas y avoir de paix aussi longtemps que la faim et le besoin régneront sur des millions de travailleurs tandis que quelques individus formant le patronat jouiront seuls de toutes les bonnes choses de la vie.

Entre ces deux classes une lutte est nécessaire qui durera jusqu'à ce que les travailleurs s'unissent autant sur le terrain politique que professionnel, qu'ils s'emparent des biens qu'ils produisent par leur travail et qu'ils les conservent grâce à une organisation économique de la classe ouvrière qui ne soit affiliée à aucun parti politique.

L'accumulation rapide du capital et la concentration du pouvoir économique en des mains de moins en moins nombreuses rend les syndicats de métiers incapables de contester le pouvoir toujours grandissant de la classe capitaliste, parce que de tels syndicats entretiennent un état de choses permettant à l'intérieur d'une même profession d'inciter telle catégorie de travailleurs à se dresser contre telle autre aboutissant ainsi à leur défaite commune dans la guerre pour les salaires. Les syndicats de métiers aident les capitalistes à duper les travailleurs en leur donnant à croire que la classe ouvrière a des intérêts communs avec les patrons.

Ces tristes conditions ne peuvent être transformées et les intérêts de la classe ouvrière défendus que par une organisation formée de telle façon que tous ses membres appartenant à une même industrie, ou si nécessaire à toutes les industries, cessent ensemble le travail chaque fois qu'a lieu une grève ou un lock-out dans un secteur professionnel, en sorte qu'une agression contre un seul soit une agression contre tous.

Au lieu de la devise réactionnaire « une bonne paye quotidienne pour un bon travail quotidien » nous devons inscrire sur notre étendard le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat ! » C'est la mission historique de la classe ouvrière que d'en finir avec



le capitalisme. L'armée de la production doit être organisée non seulement pour la lutte de tous les jours contre les patrons, mais pour assurer la production quand le capitalisme aura été renversé. En nous organisant par industries nous créons les structures de la société nouvelle dans la carcasse de l'ancienne.

(...) Les oppositions de métiers entretiennent l'ignorance politique parmi les travailleurs, divisant ainsi leur classe devant les urnes aussi bien que dans la boutique, la mine ou l'usine.

Ces syndicats de métiers peuvent être employés et l'ont été pour aider les capitalistes à créer des monopoles et à élever les prix. Une fraction des ouvriers est ainsi utilisée pour aggraver les conditions de vie d'autres corps de travailleurs. Les oppositions de métiers retardent le développement de la conscience de classe des travailleurs, entretiennent l'idée d'une harmonie entre les intérêts des patrons exploitateurs et des esclaves exploités. Elles permettent l'association des mauvais guides des travailleurs avec les capitalistes dans les fédérations civiques qui projettent de perpétuer le capitalisme et de maintenir l'esclavage permanent des travailleurs par le moyen du salariat. (...)

Un mouvement qui remplira ces conditions (contrairement à celles ci-dessus exposées) doit consister dans une grande union industrielle regroupant toutes les industries. Il doit se fonder sur la lutte de classes et sa ligne générale doit être menée en accord avec la conviction d'un conflit irrépressible entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Il doit être établi par l'organisation économique de la classe ouvrière, sans affiliation à aucun parti politique.

I.W.W.



# « ANARCHO-SYNDICALISME ET LUTTES OUVRIÈRES »

OUVRAGE COLLECTIF

**D'**UN livre sur l'anarcho-syndicalisme, se voulant de plus « représentatif d'un anarchisme contemporain, divers et antidogmatique », on aurait pu attendre des informations et des analyses sur le passé, le présent et le futur de l'anarcho-syndicalisme. Des informations et des analyses sur l'état du mouvement, sur son obstination à survivre et sur son impuissance à saisir sa chance à l'heure de l'effondrement de ses concurrents de toujours. Bref, d'un livre sur l'anarcho-syndicalisme, on aurait pu s'attendre à ce qu'on nous cause d'anarcho-syndicalisme ! Or, de cela, point !

Certes, l'introduction y fait référence. Mais ensuite dans « Anarcho-syndicalisme et pouvoir », Daniel Colson dans un langage très huppé passe très vite à autre chose après avoir effleuré le sujet. De même Luis Andrés Edo, dans « Syndicalisme révolutionnaire », réussit le tour de force de nous expliquer que « l'objectif fondamental et prioritaire de l'action anarcho-syndicaliste doit être d'intervenir dans la situation des secteurs non institutionnalisés (chômeurs, coopérativisme nouveau et marginal...), sans pour autant chercher à les intégrer ; qu'elle doit « établir avec les mouvements sociaux, culturels, marginaux... des relations d'ensemble », mais là encore sans chercher à les intégrer ; et que pour le reste « la présence et l'action de l'anarcho-syndicalisme

sont nécessaires comme pression constante sur les macrosecteurs ouvriers intégrés... » pour « déborder » ces appareils et organismes syndicaux institutionnalisés ». Et ce, bien sûr par le biais d'assemblées de travailleurs qui, il est vrai, peuvent aller dans un sens différent de celui de l'anarcho-syndicalisme, mais là n'est pas l'essentiel.

Dans la foulée, Octavio Alberola dans « Le déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme espagnol » rêve tout haut d'un anarchisme non systématique, non doctrinal, non idéologique et d'un anarcho-syndicalisme du même ordre ; ce n'est pas dit, mais on pense à une certaine C.N.T., car l'autre, n'est-ce pas ?

Et enfin, ce livre se termine par deux articles très intéressants sur la Bolivie et sur le syndicalisme dans les Pays de l'Est qui présentent néanmoins la particularité de ne pas parler de l'anarcho-syndicalisme. On l'aura donc compris : sur les cinq études qui composent ce livre, la première ne parle quasiment pas d'anarcho-syndicalisme ; la seconde en parle d'une manière très « anti-anarcho-syndicaliste » ; la troisième d'une manière très rapide et très partisane ; et la quatrième et la cinquième n'en parlent pas du tout.

Au bout du compte, nous ne pouvons que constater l'étrangeté d'un tel livre. Mais cette étrangeté, qui n'est nullement étrangère à la logique profonde

de la rencontre internationale de Venise qui a vu de beaux parleurs discourir sur un anarchisme pour lequel ils ne croient pas bon, pour la plupart, de militer, est-elle vraiment si étrange que cela ?

Les grands mots et les belles analyses rutilantes de concepts plaqués or, cela peut faire illusion, voire même être utiles à propos de certains problèmes. Mais dès lors que l'on se penche sur celui de la manière quotidienne des exploités... le plaqué or, bizarrement, s'oxyde. Ah ! que n'a-t-on pas pensé à faire faire un livre sur l'anarcho-syndicalisme... par des anarcho-syndicalistes !

J.-M. Raynaud

*« Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières » ouvrage collectif, éd. A.C.L., en vente à la librairie du Monde libertaire, 56 F.*

## PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

- Mercredi 3 juillet : « Allô maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : la phytothérapie.
- Jeudi 4 juillet : « A fleur de poésie » (11 h à 12 h 30) : la poésie faite pour tous. « De bouche à oreilles » (14 h à 16 h) : Elsa Corteau et Serge Utgé-Royo. « Si vis pacem » (18 h à 19 h) : insoumission collective. (20 h à 22 h) : les déserteurs soviétiques en Afghanistan, avec Pierre Martial. « Jazz en liberté » (22 h à 2 h) : Edja Kungali (*african roots in music*) et Adolf Winkler (trombone).
- Vendredi 5 juillet : « Jouisissance » (11 h 30 à 13 h) : courte excursion dans... les mathématiques indiennes !
- Samedi 6 juillet : « Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : l'U.S.T.K.E., un syndicalisme de classe en Nouvelle-Calédonie.
- Dimanche 7 juillet : « Folk à lier » (12 h à 14 h) : spécial blue grass.
- Mercredi 10 juillet : « Jazz en liberté » (14 h à 16 h) : guitare blues de B.B. King à nos jours.

**GALA DE SOUTIEN A RADIO-LIBERTAIRE AVEC FUBU (GROUPE FOLK) LE 7 JUILLET, A 18 H, AU CITHÉA 112, RUE OBERKAMPF, PARIS XI<sup>e</sup> PRIX DES PLACES : 40 F, 30 F AVEC LA CARTE R.-L. BILLETTS EN VENTE AU CITHÉA (LE JOUR MÊME) ET A LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE DERNIER CONCERT DE SOUTIEN AVANT LES VACANCES**



**SOIRÉE DE GALA AVEC SERGE UTGÉ-ROYO, ELSA CORTEAU, FABIENNE ELKOUBI, MARCEL EGLIN LE 8 JUILLET, A 20 H, AU CITHÉA 112, RUE OBERKAMPF, PARIS XI<sup>e</sup> PRIX DES PLACES : 50 F, 40 F AVEC LA CARTE DE R.-L. BILLETTS EN VENTE AU CITHÉA (TÉL. : 357.99.26) ET A LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE**

## « RHAPSODIE EN JAUNE »

DE DIDIER COHEN

**R**hapsodie en jaune est le deuxième roman mettant en scène l'ex-flic et journaliste Alex Steiner, et si lors du précédent (*Qui vous parle de mourir ?*) celui-ci agissait pour empêcher un attentat d'extrême droite ; dans le dernier, il n'est plus qu'un témoin essayant de comprendre l'exécution de son ami saxophoniste.

Dans un genre où les auteurs font souvent l'apologie de la vengeance, Didier Cohen a su créer un personnage au discours original : « Mon problème c'est la mort de Jack, pas la justice, je hais les justiciers, les redresseurs de torts et les fonctionnaires appointés par le crime et je me haïssais chaque jour davantage d'avoir pu en faire parti dans un passé qui n'en finissait pas de me poursuivre. »

De plus ce polar a pour cadre le XIII<sup>e</sup> arrondissement où vivent en autarcie les survivants des camps khmers et des massacres au M.16 : « Vingt-cinq mille réfugiés, travail clandestin, surexploitation : un ghetto en voie de développement. »

O.L.T.

**DISQUES, B.D., LIVRES SONT EN VENTE A LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE**

## HUMEUR



## « BIRDY »

**C'**EST toujours difficile de passer la porte de l'autre monde et d'oublier à jamais sa carcasse humaine qui nous traîne jusqu'à une mort honteuse. Alan Parker (le réalisateur de *Midnight Express*) va avec ce film, primé récemment à Cannes, nous permettre enfin de franchir la barrière et d'accéder à un univers où les miroirs demeurent des orifices sombres et béants.

Si le scénario n'est pas exceptionnel, on peut cependant admirer la réalisation de ce long métrage qui va nous raconter l'histoire d'un être envouté par le profond besoin de voler afin de ne plus subir les difficultés incessantes de l'existence.

Progressivement ce que son ami prend pour un jeu va devenir réalité obsédante frôlant systématiquement les frontières ondulantes de l'esprit. Son rire moqueur lorsqu'il se lance du haut d'un édifice métallique ou son silence lorsque l'oiseau doré se foudroie le jour même où son ami de toujours s'en va à la guerre du Vietnam. Ensemble ils ont fait les quatre cents coups, lui continuant son adolescence dans les endroits permis et fléchés ; l'autre perfectionnant son apprentissage en fermant progressivement sa bouche au langage humain.

Ensemble, ils vont hurler dans les rizières éloignées de Saïgon où leurs corps seront meurtris à jamais. Ensemble, ils finiront cloîtrés dans un hôpital où les lourdes portes et les fenêtres emprisonnent leurs regards d'oiseaux.

Si *Birdy* est un film parfois lent, il demeure un long métrage palpitant où ce monde là est décrit sans façons avec tous son cortège de haine et de sang.

Gr. de Nice



## C.F.D.T. UNE OPPOSITION A RECONSTRUIRE

« **L**e temps est bien révolu où l'on adhère à la C.F.D.T. parce qu'elle manifestait plus de vie et plus de démocratie que les autres centrales syndicales. Le centralisme d'une organisation fonctionnant tel un parti de type léniniste, l'élitisme descendant de ses dirigeants, l'autocratie technocratique, l'accaparement de la parole collective par quelques uns, le refus du débat et le rejet des différences sont là une certaine "adaptation" du syndicalisme. « Mais il faudra bien ouvrir la discussion publique sur ce que doit être une organisation syndicale aujourd'hui. Or, à l'évidence, les propositions ingénues de la fédération Hacuitex n'y changeront rien.

« La conception actuelle du syndicalisme, fondée sur la prééminence de fédérations atteintes d'éléphantiasis est totalement inadaptée, tandis que l'interprofessionnel reste une galéjade. Cette structuration, on le sait, est un chemin détourné qui mène le plus sûrement aux couloirs de l'Etat. Ce débat va de pair avec la remise en cause des nombreux intérêts d'appareil, dont les fédérations se sont faites le lieu privilégié. Et sur ce terrain miné, les "contestataires" ne peuvent même pas compter sur l'antique et légitimiste opposition groupusculaire, pourtant si prompt à sortir de sa tranchée, dans d'autres débats, et au nom d'une mythique représentativité issue des luttes.

« Du présent "faisons table rase" !

« Nous vivons la fin d'une époque (qui n'est même plus épique), où les formes actuelles du syndicalisme sont aussi inap-



Oppositionnels, la porte est ouverte !

propriées aux exigences de la démocratie interne que l'est son projet face aux aspirations sociales. La fin du troc social des années de "croissance" (augmentation des salaires contre gains de productivité et subordination au patronat) a vu le syndicalisme pris dans ses propres filets, faute d'avoir réfléchi par lui-même, et lié la réalisation de son programme historique de dépassement de la condition salariale aux partis et aux fractions politiques, jusqu'à la caricature ; telle la C.G.T., où Krasucki se fait vertement tancer par ses homologues du comité central. L'appel à la grève générale, qui redorera le

blason du P.C.F., n'a pas produit ses effets auprès des salariés ; certains se souviennent de ce qu'il en fut... il y a dix-sept ans !

« Fondée sur une adaptation du syndicalisme aux normes d'un capitalisme moderne, la C.F.D.T., voyage, elle, sur une longueur d'onde de compromis avec le patronat, et la flexibilité de l'emploi est au bout de la bande F.M. Mais des interférences sont nettement perceptibles quant à l'accroissement du profit et à la destruction du mouvement ouvrier. »

Ces propos pourraient être commis par un « Pancho Villa » (1). Au lendemain du 40<sup>e</sup>

congrès confédéral C.F.D.T., la construction d'une réelle opposition s'impose à tous les militants syndicalistes et libertaires. La porte de sortie a été ouverte par le secrétaire général (« Que font encore dans la C.F.D.T. ces oppositionnels ? », mais ces syndicalistes-là choisiront leur heure pour plier bagage : on ne les prie pas de passer leur chemin. Ils seront peut-être, ou sans doute, expulsés de l'organisation comme bon nombre avant eux — U.D. Gironde, U.L. VIII-IX<sup>e</sup> de Paris, Usinor-Dunkerque, Centre de tri-P.T.T. du Rhône, Air Inter, etc. —, ou bien ils partiront d'eux-mêmes ; mais la porte sera-t-elle suffisamment large alors ? En attendant, ils boudent celle d'Edmond.

En effet, les syndicalistes libertaires constituent un nombre important de militants dans la C.F.D.T. : toutefois par leur respect des mandats qui leur sont confiés, par le refus de pratique fractionniste, ils apparaissent dans l'organisation comme une des sensibilités participant à la « pluralité » et non pas comme une opposition structurée.

Si des compagnons participent à *Pour une autre démarche syndicale*, ce n'est pas pour autant qu'ils s'y reconnaissent pleinement. Bien au contraire, tout en cherchant à réunir les syndicalistes et les libertaires, ils sont bien éloignés de ces militants qu'ils cotoient et qui ne visent qu'à prendre le pouvoir : remplacer ceux qui le détiennent aujourd'hui et leur ressembler demain ! Cette opposition-là n'est qu'anticongrédérale, opposition de forme et non de fond, qui se satisfait de grouper des individus (peu ou pas

mandatés) au lieu de mettre en commun les pratiques, sur le terrain, des structures.

Les autres oppositions, quant à elles, sont ou localisées ou cantonnées (union régionale Basse-Normandie, fédération Hacuitex..., pour les plus connues) ; même si elles rassemblent des forces loin d'être négligeables, elles n'ont pas trouvé encore les moyens d'œuvrer avec d'autres. Entre la solution social-démocrate préconisée par les sommets confédéraux et fédéraux et les pratiques léninistes de certains oppositionnels, le syndicalisme n'a-t-il pas une autre voie à retrouver, celle qui continuerait d'affirmer le caractère historique de la classe ouvrière.

L'opposition, nécessaire pour que la C.F.D.T. et ses militants puissent se retrouver, ne peut se reconstruire qu'avec un projet social de rupture avec l'économie de marché. Les licenciements chez Renault sont inévitables en régime capitaliste, lutter contre ne sert qu'à leur les travailleurs. Les seules luttes qui puissent aboutir sont celles qui mettront les travailleurs en situation de passer d'un système de travail parcellisé, basé sur le profit, à une organisation sociale fédéraliste qui sera l'œuvre de tous et toutes. Mais auparavant, il est urgent de renouer avec un syndicalisme de masse et de classe.

Hélène  
Gr. Pierre-Besnard

(1) Si ce n'est pas lui, c'est donc son frère (ou sa sœur) ! « Pancho Villa » : militant cégétiste dénonçant la pratique fractionniste des éléments trotskystes au sein de « Pour une autre démarche syndicale » (elle-même, opposition à la ligne confédérale).

## C.N.P.F.-SYNDICATS

D'ÉA fin 1984, au nom de l'effort commun pour que la France passe le cap de la modernisation et revienne au premier rang des nations industrielles, le C.N.P.F. avait failli faire accepter aux syndicats ce qu'on appelle la « flexibilité ». Il fallait entendre le P.-D.G. du patronat français fustiger les « crispations » du mouvement social français et réclamer plus d'espace vital pour l'entreprise... Son discours rejoignant parfois même dans sa dénonciation des « archaïsmes » celui de responsables syndicaux attaquant leurs opposants !

La base des syndicats a freiné *in extremis* la plume des Maire et Bergeron, et sous la houlette triomphante de Krasucki le syndicalisme français a dit non à la flexibilité. Le gouvernement socialiste n'ayant pas légiféré sur ce point, les choses étaient restées en l'état.

### Presse et tragédie

Alors que lors des négociations sur la flexibilité, la presse ne parlait pas de rupture (1) entre C.N.P.F. et syndicats mais d'échec des négociations, le ton a été tout autre au sujet des congés-conversions. Prenons comme exemple le quotidien fétiche de Robert Hersant, le *Figaro*, qui titrait dans son édition du mardi 25 juin : « C.N.P.F.-syndicats : la rupture. Devant les exigences des syndicats, le patronat a rompu les discussions sur les congés de conversion ». Vilaines organisations syndicales qui osent encore exiger alors qu'on ne leur demandait que d'aménager avec l'accord du gouvernement les nécessaires licenciements pour la modernisation de l'industrie française ! Le problème de fond était en fait celui exprimé par A. Faesch de Force ouvrière quand il déclara

aux journalistes : « qu'il n'était pas question pour sa centrale de reprendre le dossier de la flexibilité par des voies détournées ».

L'objet officiel des discussions qui ont eu lieu entre C.N.P.F. et syndicats était les « nouveaux contrats conversion » pour les licenciés économiques. Et le patronat de montrer du doigt à l'opinion publique les syndicats qui bloquent tout. Pourtant, un journaliste des pages « Economie » du *Figaro* a écrit que les salariés subissaient « un nouvel échec au nom de "principes" syndicaux d'un autre temps. » Quels sont-ils dans ce cas précis ?

### Les points de désaccords

« La logique de l'organisation patronale semble être actuellement d'attendre les échéances politiques pour prendre des décisions de fond. » Après qu'un représentant syndical ait fait cette déclaration, Yvon Chotard qualifia de « doctrinale » la position des syndicats. Les propositions patronales étaient dans la droite ligne du « Monsieur Plus » du C.N.P.F., Yvon Gattaz, qu'on en juge :

- Champ d'application de l'accord. Celui-ci devait être restreint aux seules entreprises qui licencient au moins 10 salariés en trente jours. Malus à ceux qui ne licencient pas assez !
- Rupture du contrat de travail entre le licencié économique et son entreprise. Comme cela pas de danger de réembauche !
- Volontariat pour le choix entre un congé de reconversion et un licenciement tout court. Recours à l'individualisme, dehors C.E. et sections syndicales !
- Suppression de l'autorisation préalable de licenciement par l'inspecteur du travail. Revendication-phare

du patronat, laissez-nous licencier et l'économie française ira mieux !

Tout ce que le mouvement ouvrier avait réussi à faire mettre noir sur blanc était remis en question par le patronat qui réclamait la liberté du loup dans la bergerie.

### C.N.P.F. et Etat ?

Les représentants syndicaux ont cru au début des négociations que Yvon Chotard et ses acolytes du C.N.P.F. mettaient la barre très haut, histoire de stratégie. Mais ne voulant pas aboutir à un accord, le patronat français s'est payé le luxe de dire ce qu'il voulait vraiment : une modernisation sur le dos des travailleurs avec l'accord des syndicats et l'œil bienveillant du gouvernement socialiste.

Comme dernièrement avec la flexibilité c'est un front syndical qui vient de dire non à un « plus » dans la voie de la liquidation des acquis des salariés. Mais ne nous leurrons pas, même si la C.G.T. peut une nouvelle fois affirmer que sa détermination est à l'origine de la fronde unitaire, l'ensemble des représentants réagissent plus à un esprit de corps que par rapport aux intérêts des travailleurs. D'ailleurs, dans l'ensemble, ils ont sacrifié le syndicalisme à la politique gouvernementale et mettent maintenant les bouchées doubles à l'approche de 1986. Et il est un peu tard pour (re)parler de syndicalisme et de lutte de classes...

J.-P. Germain

(1) Tout au plus un quotidien a parlé du poids qu'avait eu dans les négociations un « appareil intermédiaire, plus crispé sur les droits acquis que sur les douloureux mais nécessaires changements de la société. »